

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS: DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR  
TOUS D'ICI 2027 - 8ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 1ER RAPPORT**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	9
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	14
<a href="#">Annexe 1 : Fiche Programme Lycée Fresnel à Paris</a>	15
<a href="#">Annexe 2 : Protocole transactionnel avec la société AATHEX</a>	18
<a href="#">Annexe 3 : Programme d'études préalables</a>	20
<a href="#">Annexe 4 : Fiche programme Lycée Jacques Prévert à Taverny</a>	22
<a href="#">Annexe 5 : Fiche programme Lycée Gérard de Nerval à Luzarches</a>	27
<a href="#">Annexe 6 : Fiche programme Lycée Camille Claudel à Vitry-sur-Seine</a>	32
<a href="#">Annexe 7 : Fiche programme Lycée Paul Langevin à Sainte-Geneviève-des-Bois</a>	37
<a href="#">Annexe 8 : Récapitulatif des affectations</a>	42
<a href="#">Annexe 9 : Convention de financement avec le Département du Val d'Oise</a>	44
<a href="#">Annexe 10 : Convention de financement avec la Fondation du Patrimoine</a>	58

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Dans le cadre de la huitième année de mise en œuvre du plan d'urgence pour les lycées franciliens (PPI 2017-2027) voté par l'assemblée régionale par délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 et révisé par délibération n° CR 2021-012 du 4 février 2021, il est proposé à votre approbation, au titre du premier rapport de l'année 2024, une opération de travaux dans le cadre d'un transfert d'enseignements, un protocole transactionnel, le lancement d'un accord-cadre de programmation, un programme d'études préalables confié à IDF CD, le transfert de maîtrise d'ouvrage de quatre opérations de rénovation énergétique, l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement au titre des études et des travaux dans les EPLE, une nouvelle convention de financement d'une CMR et une convention de financement avec la Fondation du patrimoine.

### **1. Relocalisation des enseignements du lycée Hôtelier Jean Drouant à Paris 17<sup>ème</sup> au lycée Fresnel à Paris 15<sup>ème</sup> arr.**

Le lycée des métiers de l'hôtellerie Jean Drouant est un lycée de renommée nationale et internationale au sein duquel sont dispensés des enseignements de la filière de l'hôtellerie et de la restauration, de la voie technologique et professionnelle, allant du CAP au BTS. Ce lycée accueille, depuis la rentrée 2021, 430 élèves, répartis sur 24 divisions.

Le projet a pour objectif la relocalisation de manière définitive des enseignements du lycée Jean Drouant, situé à Paris (XVII<sup>ème</sup>) au lycée Fresnel, situé à Paris (XV<sup>ème</sup>) qui dispose d'une part des espaces nécessaires pour accueillir les enseignements du lycée Drouant et d'autre part constitue une localisation prestigieuse, au sein d'un immeuble à l'architecture remarquable, situé aux abords de Montparnasse, des Invalides et de la Tour Eiffel.

Dans cet objectif, des travaux d'aménagement sont nécessaires au lycée Fresnel, comprenant l'aménagement de salles d'enseignement général, de locaux d'enseignement technologique et de production (notamment un restaurant gastronomique et une brasserie d'application, des cuisines et ateliers pédagogiques, des zones de stockage et des vestiaires) conformément au programme joint en annexe 1 à la présente délibération. Parallèlement, le programme cherche à répondre, par sa conception même, aux enjeux pédagogiques actuels et à venir, en offrant la plus grande évolutivité et modularité des espaces. Ainsi, il se développe autour de fonctions que sont l'enseignement, la vie scolaire et sociale, l'administration et la logistique, la demi-pension.

Le pôle vie scolaire et sociale regroupe les locaux de vie scolaire professeurs, encadrement et élèves, un service médico-social ainsi que le Centre de Documentation et d'Information (CDI). Ce dernier est repensé autour des usages contemporains et il est ainsi conçu comme un véritable centre culturel placé au cœur du lycée. Lieu de ressources multimédia, il est adapté à la pluralité des apprentissages (zones silencieuses, zones de travail en groupe, espaces dédiés au débat, à l'orientation, espace de projection et zones d'affichage). L'ensemble est complété par le pôle administration et logistique, par les locaux du service demi-pension, fonctions transverses impératives au bon fonctionnement de l'établissement.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera confiée à un mandataire via une convention de mandat.

Montant à affecter pour la phase Etudes : **10 000 000 €** pour un montant total d'opération estimé à 50 000 000 € toutes dépenses confondues, sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104).

## 2. Protocole d'accord transactionnel avec la société AATHEX

Par la délibération n° CP 14-121 du 30 janvier 2014, la Région a voté le lancement de l'opération de restructuration globale et construction d'un internat au lycée Eugène Ronceray à Bezons (95). La maîtrise d'ouvrage de l'opération a été confiée à Île-de-France Construction Durable via la convention de mandat n°1400002MANUL01 notifiée le 7 avril 2014.

Dans le cadre de la réalisation de l'opération, le marché afférent au lot 3 Chauffage-ventilation/Plomberie sanitaire a été attribué à la société AATHEX et notifié le 18 janvier 2018 pour un montant de 5 649 775,73 € HT.

La société a émis une réclamation à hauteur de 1 049 462,90 € HT estimant avoir subi un préjudice à la suite de l'allongement de la durée de la première phase de travaux, estimé à 14 mois supplémentaires.

La durée de la phase 1 était fixée à 22 mois au démarrage du chantier. Considérant l'impact de la crise sanitaire sur l'exécution des travaux et les impératifs de transfert des utilisateurs durant les périodes de congés scolaires, la durée prévisionnelle de la phase 1 a été prolongée par ordre de service à hauteur de 16 mois supplémentaires.

Sur cette base, 9 mois de retard ont été déduits comme indiqué ci-après :

- 4 mois pour le retard de la société AATHEX constaté par l'OPC mandaté sur l'opération ;
- 5 mois neutralisés lors de la crise sanitaire et actés par l'avenant n°1 notifié le 11 février 2021.

Après négociation entre les parties, elles se sont accordées sur un montant d'indemnisation à hauteur de 503 958,00 € HT soit 604 749,60 € TTC et correspondant à la prise en charge de la mobilisation du personnel de la société AATHEX pendant 7 mois supplémentaires par rapport à la durée initiale prévue à son marché. Le paiement de cette somme sera imputé sur le budget de l'opération confiée au mandataire Île-de-France Construction Durable. La société AATHEX renonce ainsi à 545 504,90 € HT des indemnités initialement demandées.

Considérant l'état d'urgence sanitaire en 2021, la Région renonce à l'application de pénalités pour les 4 mois de retard constatés par l'OPC, en application d'une part de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 et des circulaires n° 6338/SG et 6374/SG du 30 mars 2022 et 29 septembre 2022 respectivement. D'autre part, sur les 4 mois de retard constatés par l'OPC, 3 mois ne sont pas imputables à la société AATHEX du fait d'un délai de latence de la maîtrise d'ouvrage dans la validation de travaux modificatifs et de difficultés d'approvisionnement de panneaux rayonnants. Dans le cadre de ce protocole, il est ainsi renoncé à un montant estimé de pénalités à hauteur de 305 077 € HT € pour 1 mois de retard en application des clauses contractuelles.

Il est ainsi proposé d'autoriser la signature du protocole transactionnel joint en annexe 2 à la présente délibération.

## 3. Lancement d'un accord-cadre de programmation pour soutenir l'accélération de la mise en œuvre du Plan d'urgence

Les lycées franciliens constituent un parc immobilier de 6,5 millions de mètres carrés pour un total de 474 établissements. La région Ile de France a pour mission la maintenance et l'entretien de ses établissements scolaires et également la construction de lycées pour répondre aux besoins démographiques.

Ces interventions s'opèrent sur un parc immobilier particulièrement divers en termes d'ancienneté, d'état de conservation et de dégradation, de fonctionnalité. Les équipements sont de nature très diverse puisque, outre des locaux d'enseignements, se trouvent des demi- pensions, des ateliers de diverses natures, des entrepôts et hangars, des locaux tertiaires, des équipements sportifs.



Pour répondre efficacement à l'accélération du PPI, la Région souhaite, en plus des compétences dont elle dispose en interne, s'entourer des services d'un programmiste compétent en matière de programmation pédagogique et fonctionnelle. L'accord-cadre de programmation recense les prestations concourant à l'assistance du pouvoir adjudicateur sur la programmation, le suivi des procédures marchés au cours desquelles les concepteurs sont désignés (concours ou MPGP), le suivi de la conception pour la réalisation de constructions neuves, de restructuration/extension de sites existants et la construction de bâtiments modulaires.

Pour couvrir le lancement de l'accord-cadre, il est ainsi proposé d'affecter au présent rapport des autorisations de programme à hauteur de **5 400 000 €** réparties comme suit sur le budget 2024 :

- **4 320 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101) ;
- **1 080 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées » (12400105) ;

#### **4. Mandat d'études préalables pour le lancement des opérations inscrites au Plan d'urgence**

Par la délibération n° CP 2023-403 du 17 novembre 2023, la Région a voté le lancement d'un mandat d'études préalables confié à Ile-de-France Construction Durable et ce, pour répondre au besoin d'accélération de la mise en œuvre du Plan d'urgence porté par l'exécutif.

Un programme unique joint en annexe 3 à la présente délibération liste les opérations inscrites au Plan d'urgence et dont les études préalables sont à réaliser dans le cadre de ce mandat.

Au vu du volume d'opérations à traiter par le mandataire, il est nécessaire d'augmenter l'enveloppe prévisionnelle réservée pour l'exécution du mandat. Un complément d'affectation est ainsi proposé au présent rapport à hauteur de **1 800 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101) du budget 2024, portant le budget prévisionnel toutes dépenses confondues à 5 000 000 €.

#### **5. Rénovation énergétique des lycées Jacques Prévert à Taverny (95), Gérard de Nerval à Luzarches (95), Camille Claudel à Vitry-sur-Seine (94) et Paul Langevin à Sainte-Geneviève-des-Bois (91)**

Par délibérations n° CP 2021-360 du 22 septembre 2021 et n° CP 2023-051 du 25 janvier 2023, la Région a voté le lancement des opérations de rénovation énergétique des lycées Jacques Prévert à Taverny (95), Gérard de Nerval à Luzarches (95), Camille Claudel à Vitry-sur-Seine (94) et Paul Langevin à Sainte-Geneviève-des-Bois (91) et a affecté une enveloppe prévisionnelle toutes dépenses confondues à hauteur de 42 625 000 €.

Dans le cadre de l'accélération de la mise en œuvre du Plan d'urgence, il est proposé au présent rapport de confier la maîtrise d'ouvrage au mandataire régional Île-de-France Construction Durable avec l'objectif d'optimiser le lancement simultané de ces quatre opérations. Une convention de mandat spécifique sera ainsi établie sur la base d'un programme et d'un budget prévisionnel pour chacune des opérations, conformément aux annexes 4 à 7 à la présente délibération.

## 6. Affectations au titre de l'exécution des opérations relevant du Plan d'urgence pour les lycées franciliens

Il est soumis à la commission permanente l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement au titre des études et des travaux dans les EPLE conformément à l'annexe 8 à la présente délibération :

- une autorisation de programme au titre des travaux à hauteur de **16 000 000 €** pour la restructuration de la demi-pension du lycée Marcelin Berthelot à Saint-Maur-des-Fossés (94) ;

- des autorisations de programme complémentaires au titre des travaux à hauteur de **780 000 €** pour la restructuration du bâtiment principal et des logements de fonction du lycée Fernand et Nadia Léger à Argenteuil (95) ; **1 300 000 €** pour la rénovation globale du lycée Uruguay France à Avon (77) ; **3 100 000 €** pour l'extension de capacité du lycée Henri Sellier à Livry-Gargan (93) ; **1 850 000 €** pour la rénovation globale du lycée Voillaume à Aulnay-sous-Bois (93) ; **1 000 000 €** pour la restructuration des ateliers au lycée Jules Ferry à Versailles (78) ; **5 500 000 €** pour la construction du lycée neuf de Vincennes (94) ; **3 000 000 €** pour la rénovation globale du lycée Eugène Ronceray à Bezons (95) ; **2 000 000 €** pour la restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77) ; **1 300 000 €** pour la restructuration de la cuisine et des locaux associés au lycée Galilée à Cergy-Pontoise (95) ;

- une affectation à hauteur de **98 000 €** pour la participation de la Région aux travaux liés à la création d'une noue au lycée neuf à Corneilles-en-Parisis (95) conformément à la convention de financement avec la Commune de Corneilles-en-Parisis approuvée par la délibération CP n° 2023-060 du 25 janvier 2023 et signée le 20 février 2023 ;

- une affectation à hauteur de **1 000 000 €** pour les études préalables au lancement des opérations inscrites au Plan d'urgence pour les lycées ;

- une affectation à hauteur de **500 000 €** pour les études préalables au lancement des opérations inscrites au Plan d'urgence pour les cités mixtes régionales ;

- une affectation à hauteur de **500 000 €** pour les éventuelles adaptations nécessaires sur des sites existants et l'utilisation par conséquent des accords-cadres travaux de la Région ;

- une affectation à hauteur de **100 000 €** pour les éventuelles adaptations nécessaires sur des sites existants concernant des cités mixtes régionales et l'utilisation par conséquent des accords-cadres travaux de la Région ;

- une affectation à hauteur de **1 000 000 €** pour les prestations associées aux travaux des de construction et de rénovation des lycées et des cités mixtes régionales ;

Soit un montant d'autorisations de programme au titre de l'exécution des opérations inscrites au Plan d'urgence, sur le budget 2024, à hauteur de :

- **1 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101) ;

- **9 600 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) ;

- **26 328 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) ;

- **500 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-002 « Travaux de maintenance et

grosses réparations dans les lycées publics » (122002), action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200201) ;

- **250 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées » (12400105) ;

- **250 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Etudes générales cités mixtes régionales – part collège » (12400106) ;

- **50 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires » (124002), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées » (12400205) ;

- **50 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires » (124002), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » (12400206) ;

Soit un montant d'autorisations d'engagement au titre de l'exécution des opérations inscrites au Plan d'urgence, sur le budget 2024, à hauteur de :

- **1 000 000 €** sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122006), action « Prestations liées aux travaux » (12200602) ;

## **7. Approbation d'une nouvelle convention de financement avec le Département du Val-d'Oise pour la construction d'une cité scolaire internationale à Gonesse (95)**

Par la délibération n° CP 2023-403 du 17 novembre 2023, la Région a voté le lancement de l'opération de construction d'une cité scolaire internationale à Gonesse (95).

Dans ce cadre, une convention de financement avec le Département du Val-d'Oise a été approuvée en commission permanente. A la suite de discussions avec le Département, le projet de convention a fait l'objet de modifications rédactionnelles mineures portant sur les obligations de communication du maître d'ouvrage et l'association du Département aux étapes clés de l'opération.

Il est ainsi proposé en annexe 9 à la présente délibération d'autoriser la signature d'une nouvelle convention de financement remplaçant la convention approuvée à la commission permanente précitée du 17 novembre 2023.

## **8. Convention de financement avec la Fondation du patrimoine pour la restauration de la bibliothèque des pères jésuites du lycée Charlemagne à Paris 4<sup>ème</sup> arr.**

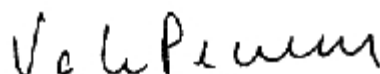
Par les délibérations n° CP 2010-767 du 17 novembre 2010, n° CP 2020-396 du 23 septembre 2020, n° CP 2022-032 du 28 janvier 2022, n° CP 2022-209 du 20 mai 2022 et n° CP 2023-048 du 25 janvier 2023, la Région a voté la restauration de la bibliothèque du lycée Charlemagne à Paris, site classé au titre des monuments historiques pour un budget estimé à 5 301 845 €.

Le projet bénéficie du soutien financier de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France (DRAC IDF) et de la Fondation du patrimoine via son mécénat avec la Fondation GECINA. Une souscription publique a également été ouverte le 13 juillet 2022 afin de recueillir des dons privés pour la restauration de la fresque peinte par Giovanni Gherardini.

Il est proposé au présent rapport d'autoriser la signature d'une convention de financement en annexe 10 à la présente délibération, et ce à la suite de la décision de la Fondation du patrimoine d'accorder un soutien financier au projet sur ses fonds propres à hauteur de 5 410,00 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 31 JANVIER 2024

#### PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS: DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 - 8ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 1ER RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code civil et notamment ses articles 2044 à 2052 ;

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

**VU** la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

**VU** la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

**VU** la délibération n° CP 2010-767 du 17 novembre 2010 relative à la mise en œuvre du programme prévisionnel d'investissement (PPI) et du programme prévisionnel de rénovation (PPR) des lycées du budget 2020 – nouvelles opérations ;

**VU** la délibération n° CP 09-607 du 20 octobre 2011 relative à la mise en œuvre du programme prévisionnel d'investissement (PPI) et du programme prévisionnel de rénovation (PPR) des lycées du budget 2011 – nouvelles opérations ;

**VU** la délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

**VU** la délibération n° CP 13-337 du 30 mai 2013 relative aux travaux dans les EPLE de la région Île-de-France budget 2013 3<sup>ème</sup> rapport de l'année 2013 ;

**VU** la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

**VU** la délibération n° CP 14-121 du 30 janvier 2014 relative à l'Objectif réussite : le lycée de demain s'invente aujourd'hui – programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 Deuxième année de mise en œuvre ;

**VU** la délibération n° CP 15-205 du 9 avril 2015 relative aux travaux dans les EPLE de la région Île-de-France budget 2015 2<sup>ème</sup> rapport de l'année 2015 ;

**VU** la délibération n° CR 83-16 du 19 mai 2016 « Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins » ;

**VU** la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-396 du 23 septembre 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 4<sup>ème</sup> année de mise en œuvre – 5<sup>ème</sup> rapport ;

**VU** la délibération n° CR 2021-012 du 4 février 2021 relative à la revoyure du plan d'urgence pour les lycées franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2021-360 du 22 septembre 2021 relative aux travaux dans les EPLE – 4<sup>ème</sup> rapport de l'année 2021 – Budget 2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-032 du 28 janvier 2022 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 6<sup>ème</sup> année de mise en œuvre – 1<sup>er</sup> rapport ;

**VU** la délibération n° CP 2022-209 du 20 mai 2022 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 6<sup>ème</sup> année de mise en œuvre – 3<sup>ème</sup> rapport ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-048 du 25 janvier 2023 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 7<sup>ème</sup> année de mise en œuvre – 1<sup>er</sup> rapport ;

**VU** la délibération n° CP 2023-051 du 25 janvier 2023 relative aux travaux dans les EPLE – 1<sup>er</sup> rapport de l'année 2023 – Budget 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-403 du 17 novembre 2023 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 7<sup>ème</sup> année de mise en œuvre – 6<sup>ème</sup> rapport ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2024 ;

**VU** l'avis de la commission des lycées ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2024-053 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Approuve le programme d'opération en annexe 1 à la présente délibération pour la relocalisation des enseignements du lycée Jean Drouant à Paris (75) au lycée Fresnel à Paris (75) ;

**Article 2 :**

Approuve le protocole transactionnel avec la société AATHEX en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer ;

**Article 3 :**

Approuve le programme d'études préalables en annexe 3 à la présente délibération, confié au mandataire IDF CD via une convention de mandat ;

**Article 4 :**

Approuve la délégation de la maîtrise d'ouvrage des opérations de rénovation énergétique au mandataire IDF CD au sens de l'article L2422-5 du code de la commande publique pour faire exécuter les programmes joints en annexes 4 à 7 à la présente délibération :

- Lycée Jacques Prévert à Taverny (95),
- Lycée Gérard de Nerval à Luzarches (95),
- Lycée Camille Claudel à Vitry-sur-Seine (94),
- Lycée Paul Langevin à Sainte-Geneviève-des-Bois (91) ;

**Article 5 :**

Affecte un montant d'autorisation de programme de **7 120 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101) du budget 2024 pour les opérations visées à l'annexe 8 à la présente délibération ;

**Article 6 :**

Affecte un montant d'autorisation de programme de **9 600 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) du budget 2024 pour les opérations visées à l'annexe 8 à la présente délibération ;

**Article 7 :**

Affecte un montant d'autorisation de programme de **36 328 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) du budget 2024 pour les opérations visées à l'annexe 8 à la présente délibération ;

**Article 8 :**

Affecte un montant d'autorisation de programme de **500 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics » (122002), action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200201) du budget 2024 pour l'opération visée à l'annexe 8 à la présente délibération ;

**Article 9 :**

Affecte un montant d'autorisation de programme de **1 330 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées » (12400105) du budget 2024 conformément à l'annexe 8 à la présente délibération ;

**Article 10 :**

Affecte un montant d'autorisation de programme de **250 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Etudes générales cités mixtes régionales – part collège » (12400106) du budget 2024 conformément à l'annexe 8 à la présente délibération ;

**Article 11 :**

Affecte un montant d'autorisation de programme de **50 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires » (124002), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées » (12400205) du budget 2024 conformément à l'annexe 8 à la présente délibération ;

**Article 12 :**

Affecte un montant d'autorisation de programme de **50 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires » (124002), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » (12400206) du budget 2024 conformément à l'annexe 8 à la présente délibération ;



**Article 13 :**

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **1 000 000 €** disponible sur chapitre chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122006), action « Prestations liées aux travaux » (12200602) du budget 2024 conformément à l'annexe 8 à la présente délibération ;

**Article 14 :**

Approuve la nouvelle convention de financement avec le Département du Val-d'Oise en annexe 9 à la présente délibération pour l'opération de construction d'une cité scolaire internationale à Gonesse (95) en remplacement de la convention de financement approuvée par la délibération n° CP 2023-403 du 17 novembre 2023 et autorise la présidente du conseil régional à la signer ;

**Article 15 :**

Approuve la convention de financement avec la Fondation du patrimoine en annexe 10 à la présente délibération pour l'opération de rénovation de la bibliothèque du lycée Charlemagne à Paris (75) et autorise la présidente du conseil régional à la signer ;

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 : Fiche Programme Lycée Fresnel à Paris**

Façade principale du lycée, boulevard pasteur.

### Structure pédagogique prévisionnelle

La structure pédagogique projetée prévisionnelle comprend à la fois le déplacement des enseignements du lycée Drouant et le maintien des enseignements d'Optique Lunetterie du lycée Fresnel.

Le lycée devrait accueillir à terme **648 élèves** (+ apprentis) en **28 divisions** :

Lycées Fresnel-Jean Drouant : Structure pédagogique		STR projetée		
Patronyme	Libellé	Nombre d'élèves	Nb div attendu	Moy Eff/div
JEAN DROUANT	MC EMPLOYE TRAITEUR NIV. 5	12	1	12
JEAN DROUANT	MC CUISINIER DESSERTS RESTAU. NIV. 5	12	1	12
JEAN DROUANT	CM-NIV. MISE A NIVEAU HOTEL-RESTAURATION	48	2	24
JEAN DROUANT	1BTS2 MANAGEMENT HOTEL-REST. 1E AN.COM	72	3	24
JEAN DROUANT	2BTS2 MANAG. HOTEL-REST. OPT.A RESTAUR.	24	1	24
JEAN DROUANT	2BTS2 MANAG. HOTEL-REST. OPT.B PR.CULIN	24	1	24
JEAN DROUANT	2BTS2 MANAG. HOTEL-REST. OPT.C HEBERG.	24	1	24
JEAN DROUANT	1RE PRO3 CUISINE	24	1	24
JEAN DROUANT	TLE PRO3 CUISINE	24	1	24
JEAN DROUANT	1RE PRO3 COMMERC. SERVICES EN RESTAURATION	24	1	24
JEAN DROUANT	TLE PRO3 COMMERC. SERVICES EN RESTAURATION	24	1	24
JEAN DROUANT	2NDPRO MET.HOTEL-RESTAUR. 2NDE COMMUNE	48	2	24
JEAN DROUANT	2NDE SC.&TEC.HOTELLER-RESTAURAT.	24	1	24
JEAN DROUANT	1-STHR SC.&TEC. HOTELLER-RESTAURAT.	24	1	24
JEAN DROUANT	T-STHR SC.&TEC. HOTELLER-RESTAURAT.	24	1	24
FRESNEL	1BTS2 OPTICIEN LUNETIER	72	3	24
FRESNEL	2BTS2 OPTICIEN LUNETIER	72	3	24
FRESNEL	2DE PRO3 OPTIQUE LUNETTERIE	24	1	24
FRESNEL	1RE PRO3 OPTIQUE LUNETTERIE	24	1	24
FRESNEL	TLE PRO3 OPTIQUE LUNETTERIE	24	1	24
		648	28	

### Programme et objectifs d'opération

Dans cet objectif, des travaux d'aménagement sont nécessaires au lycée Fresnel, comprenant l'aménagement de salles d'enseignement général, de locaux d'enseignement technologique et de production (notamment un restaurant gastronomique et une brasserie d'application, des cuisines et ateliers pédagogiques, des zones de stockage et des vestiaires).

Parallèlement, le programme cherche à répondre, par sa conception même, aux enjeux pédagogiques actuels et à venir, en offrant la plus grande évolutivité et modularité des espaces. Ainsi, il se développe autour de fonctions que sont l'enseignement, la vie scolaire et sociale, l'administration et la logistique, la demi-pension.

Le pôle vie scolaire et sociale regroupe les locaux de vie scolaire professeurs, encadrement et élèves, un service médico-social ainsi que le Centre de Documentation et d'Information (CDI). Ce dernier est repensé autour des usages contemporains et il est ainsi conçu comme un véritable centre culturel placé au cœur du lycée.

Le préprogramme impacte une grande partie des surfaces existantes s'élevant à 6800 m<sup>2</sup> utiles.

### Contraintes particulières / point de vigilance

Intégration des contraintes techniques spécifiques à la partie du la partie Lycée Hôtelier (amenées de réseaux, poids des équipements etc.).

---

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera confiée à un mandataire via une convention de mandat. Montant à affecter pour la phase Etudes : 10 000 000 € pour un montant total d'opération estimé à 50 000 000 € toutes dépenses confondues, sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222- 001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104).

## **Annexe 2 : Protocole transactionnel avec la société AATHEX**

CP 2024-053

Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici  
2027 – 8<sup>ème</sup> année de mise en œuvre – 1<sup>er</sup> rapport

Annexe 2 : Protocole d'accord transactionnel avec la société AATHEX  
*à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional*

---

## **Annexe 3 : Programme d'études préalables**



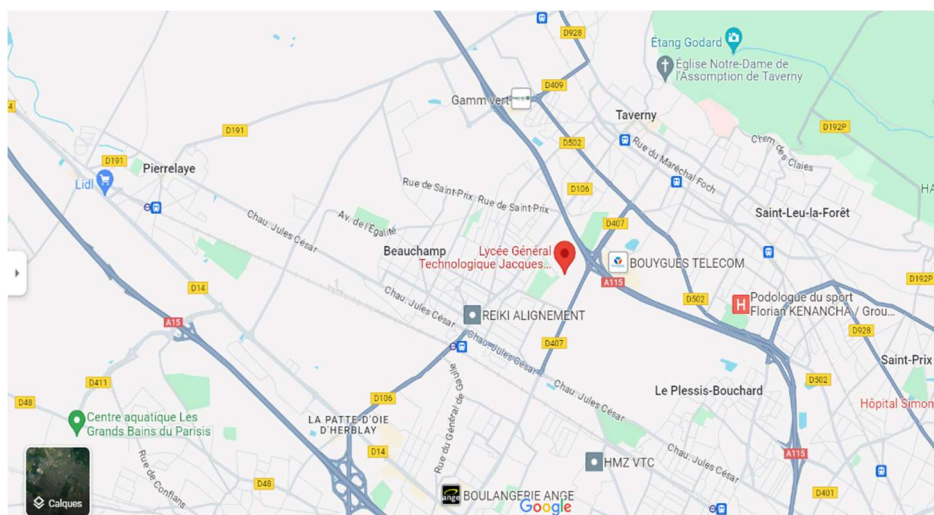
Dpt	codeUai	Lycée	Ville	Type opé 1 Plan DP Plan ES Plan RE PPI PNE PPI RG Plan RG
77	0772230F	Blaise Pascal (revoyure PPI)	Brie Comte Robert	Plan DP
77	0772225A	Lino Ventura	Ozoi-la-Ferrière	Plan DP
78	0781861Z	Louis de Broglie	Marly le Roi	Plan DP
78	0781898P	Charles de Gaulle	Poissy	Plan DP
78	0783431F	Jules Verne	Sartrouville	Plan DP
91	0910629P	Château des Coudraies	Etiolles	Plan DP
93	0932122B	Alembert (d') (revoyure PPI)	Aubervilliers	Plan DP
93	0930118Y	Jean Renoir (revoyure PPI)	Bondy	Plan DP
93	0930119Z	Eugène Delacroix (revoyure PPI)	Drancy	Plan DP
94	0941470M	Samuel de Champlain (revoyure PPI)	Chennevières sur Marne	Plan DP
94	0940114N	Saint Exupéry	Créteil	Plan DP
92	0920145H	Lakanal (revoyure PPI)	Sceaux	Plan ES
92	0920132U	Albert Camus (revoyure PPI)	Bois Colombes	Plan ES
92	0920146J	Marie Curie (revoyure PPI)	Sceaux	Plan ES
95	0950650R	Jean-Jacques Rousseau (revoyure PPI)	Sarcelles	Plan ES
75	0750705J	Honoré-de-Balzac	Paris 17	Plan RE
91	0910727W	Parc-de-Vilgénis	Massy	Plan RE
91	0910626L	Blaise Pascal	Orsay	Plan RE
92	0920798T	François Rabelais	Meudon	Plan RE
92	0920801W	Alexandre Dumas	Saint Cloud	Plan RE
93	0930833A	Jean Zay	Aulnay sous Bois	Plan RE
93	0932116V	Eugénie-Cotton	Montreuil	Plan RE
93	0930121B	Jean-Jaurès	Montreuil	Plan RE
94	0940118T	Louis-Armand	Nogent sur Marne	Plan RE
95	0951710T	Camille Claudel	Vauréal	Plan RE
91	0910629P	Château des Coudraies	Etiolles	Plan RG
95	0950657Y	Ferdinand Buisson	Ermont	Plan RG
77	0770938B	André Malraux	Montereau-Fault-Yonne	Plan RG
91	0910628N	Paul-Belmondo	Arpajon	Plan RG
91	0911913K	Vallée de Chevreuse	Gif-sur-Yvette	Plan RG
94	0940120V	Marcelin-Berthelot	Saint Maur des Fossés	Plan RG
95	0951399E	Alfred-Kastler	Cergy Pontoise	Plan RG
95	0951937P	Paul Emile Victor	Orsy	Plan RG
77	0771763Y	Charles-le-Chaue	Roissy-en-Brie	Plan RG
93	0931565W	Flora-Tristan	Noisy-le-Grand	Plan RG
75	0750663N	Chaptal (revoyure PPI)	Paris 08	PPI RG
75	0750714U	Hélène Boucher	Paris 20	PPI RG
77	0770943G	Benjamin Franklin	La Rochette	PPI RG
78	0782568T	Alain (revoyure PPI phase 2)	Le Vésinet	PPI RG
77	0770920G	La Fayette	Champagne sur Seine	PPI RG
94	0941347D	Pablo Picasso	Fontenay sous Bois	PPI RG
75	0750671X	Edgar Quinet	Paris 09	PPI RG

Plan DP	Travaux sur la demi-pension
Plan ES	Travaux sur les équipements sportifs
Plan RE	Travaux de rénovation énergétique
Plan RG	Travaux de rénovation
PPI RG	Rénovation globale

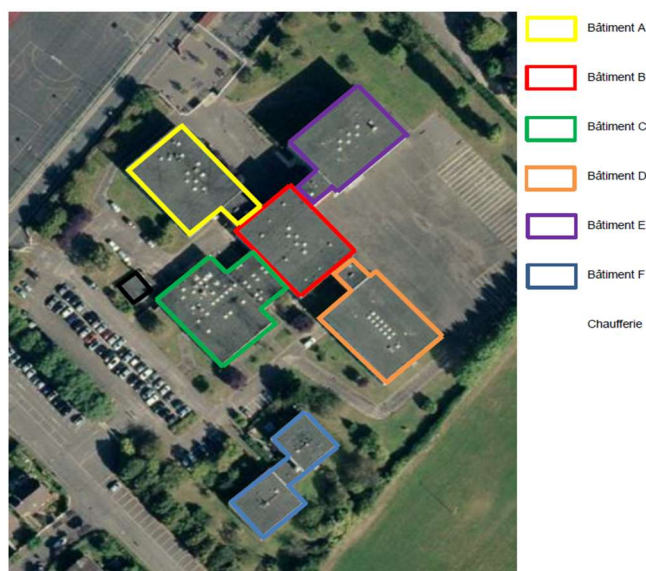
## **Annexe 4 : Fiche programme Lycée Jacques Prévert à Taverny**

## Rénovation thermique

*Plan d'implantation régionale et photo aérienne*



*Plan de situation et plan de masse*



*Données du site actuel*

Adresse	23, rue du chemin vert de Boissy 95 TAVERNY
Usage	Lycée (enseignement, CDI, réfectoire, logements de fonction)
Nombres d'occupants	1117 élèves environ 135 personnes (enseignants et personnel)
Type d'établissement	ERP type R 1 <sup>ère</sup> catégorie
Date de construction	1967 et rénovation en 1994 Logements de fonction 1967
Surface SHON	10 370 m <sup>2</sup> (avec logements)
Surface utile	9 742 m <sup>2</sup> (avec logements)
Nombre de niveaux	Bâtiment A : RDC à R+1 Bâtiment B : RDC à R+2 Bâtiment C : SS à RDC Bâtiment D : RDC à R+2 Bâtiment E : SS à R+2 Bâtiment F : SS à R+1

## RENOVATION THERMIQUE

### 1. Objectifs

L'objectif principal de cette réhabilitation est donc axé sur la performance énergétique globale du lycée. Ce marché comprend donc la conception et la réalisation des travaux ainsi que l'exploitation des installations techniques sur l'ensemble du périmètre du lycée. Le chantier devra respecter les exigences de chantier vert.

Cependant, cette rénovation doit permettre de parvenir aux objectifs suivants :

- Confort thermique pour les occupants du lycée (ponts thermiques faibles, phénomène de paroi froide minimisé, courants d'air frais supprimés, etc.) avec une consommation énergétique conventionnelle plus ambitieuse que la réglementation thermique en vigueur sur l'existant ;
- Qualité de l'air intérieur : amélioration de la qualité sanitaire aéraulique des locaux en termes d'enjeu de santé publique ;
- Durabilité et respect de l'environnement : choix des matériaux et équipements pour une pérennité de l'ouvrage, des installations et une facilité de la maintenance future ;
- Confort acoustique : minimiser les nuisances acoustiques principalement au niveau des nouveaux équipements installés ;
- Confort visuel : éclairage des locaux optimisé, favoriser l'éclairage naturel en diminuant les phénomènes d'éblouissement ;
- Financier : le coût des travaux doit correspondre au budget prévisionnel du MAITRE D'OUVRAGE.

### 2. DIAGNOSTICS REALISES

Les études réalisées à ce jour sont :

- Audit Energétique, audit THCEX ;
- Diagnostic réseau ;
- Diagnostic sécurité incendie ;
- Diagnostic structure ;

Le présent programme prend en compte les résultats de ces différentes études pour la rédaction des exigences demandées au groupement. Cependant, le groupement devra prévoir la relecture et l'analyse critique de ces analyses.

Les diagnostics amiante n'ont pas été transmis à ERESE, le chiffrage ne prend pas en compte la présence d'amiante dans le lycée.

### 3 - EXIGENCES PERFORMANTIELLES

L'ensemble des exigences performantielles décrites ci-après devront être atteintes exhaustivement, à minima à l'issue des travaux.

L'opération permettra d'étudier, concevoir et réaliser les mesures d'efficacité énergétique nécessaires à l'atteinte des objectifs de performance définis dans le programme performantiel (en termes énergétique, environnemental, confort et santé des occupants, durabilité et qualité d'usage).

La performance énergétique globale du projet sera d'abord jugée par un calcul réglementaire



au sens de l'arrêté du 13 juin 2008 pour les bâtiments existants, basé sur la méthode Th-CE Ex.

- **Confort Thermique**
- **Qualité de l'air intérieur**
- **Durabilité et maintenance des matériaux**
- **Choix de matériaux biosourcés**
- **Confort Acoustique**
- **Confort visuel**
- **Plan de mesure et vérification**
- **Certificat d'économie d'énergie**
- **Photovoltaïque**  
étude et l'installation des panneaux photovoltaïque.

#### **4. Contraintes particulières :**

Les contraintes pour cette opération se situent à différents niveaux :

- Le phasage pour réaliser ces travaux en site occupé avec maintien du fonctionnement de l'établissement et la sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier;
- Le phasage pour réaliser les travaux dans les logements de fonction.
- La mise en place de bâtiments démontables pour assurer une continuité de service à la communauté scolaire.
- Les façades des bâtiments sont composées d'élément moulés (en relief). Ces formes particulières ne sont couvertes par aucun document technique unifiés.

**La durée totale des travaux est estimée à 18 mois.**

La période de préparation de trois mois vient s'ajouter à ce délai d'intervention.

Montant de l'enveloppe financière prévisionnelle : 15 830 000 €

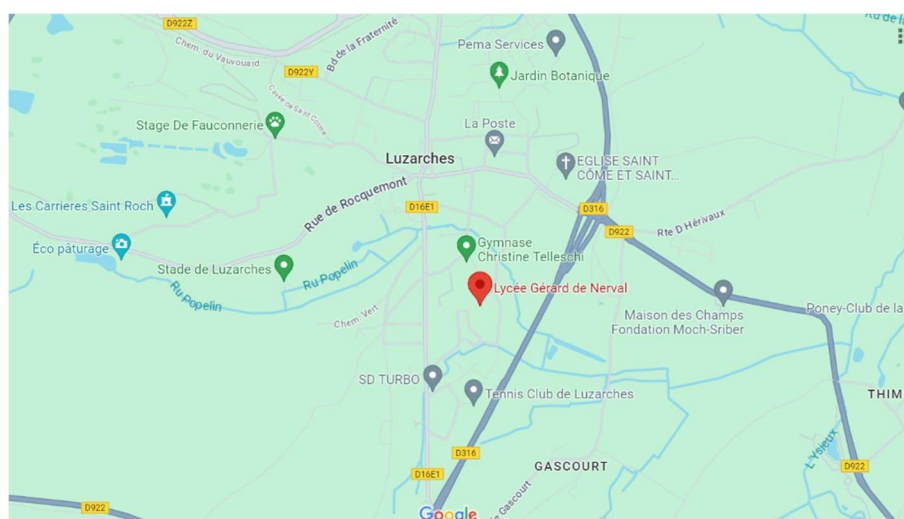
**A effectuer pour compléter le programme :**

- Etude de structure

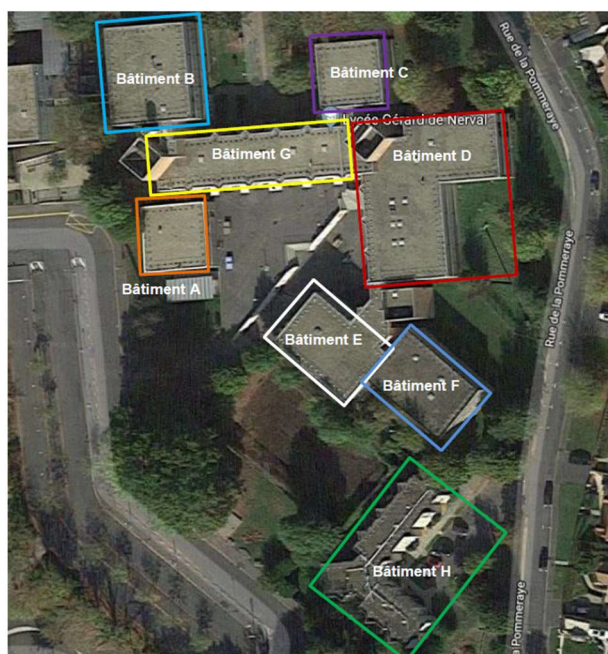
## **Annexe 5 : Fiche programme Lycée Gérard de Nerval à Luzarches**

## Rénovation thermique

### Plan d'implantation régionale et photo aérienne





*Plan de situation et plan de masse**Données du site actuel*

Adresse	Place de l'Europe, LUZARCHES (95)
Usage	Lycée (enseignement, CDI, logements de fonction)
Nombres d'occupants	804 élèves environ 30 personnes pour le personnel 50 enseignants
Type d'établissement	ERP type R 2 <sup>ème</sup> catégorie, habitat
Date de construction	1981
Surface SHON	6847,2 m <sup>2</sup>
Nombre de niveaux	En RDC : A, B, C, D, E, F, G, H En R+1 : B, C, D, E, F, G, H En R+2 : B

## RENOVATION THERMIQUE

### 1. Objectifs

L'objectif principal de cette réhabilitation est donc axé sur la performance énergétique globale du lycée. Ce marché comprend donc la conception et la réalisation des travaux ainsi que l'exploitation des installations techniques sur l'ensemble du périmètre du lycée. Le chantier devra respecter les exigences de chantier vert.

Cependant, cette rénovation doit permettre de parvenir aux objectifs suivants :

- Confort thermique pour les occupants du lycée (ponts thermiques faibles, phénomène de paroi froide minimisé, courants d'air frais supprimés, etc.) avec une consommation énergétique conventionnelle plus ambitieuse que la réglementation thermique en vigueur sur l'existant ;
- Qualité de l'air intérieur : amélioration de la qualité sanitaire aéraulique des locaux en termes d'enjeu de santé publique ;
- Durabilité et respect de l'environnement : choix des matériaux et équipements pour une pérennité de l'ouvrage, des installations et une facilité de la maintenance future ;
- Confort acoustique : minimiser les nuisances acoustiques principalement au niveau des nouveaux équipements installés ;
- Confort visuel : éclairage des locaux optimisé, favoriser l'éclairage naturel en diminuant les phénomènes d'éblouissement ;
- Financier : le coût des travaux doit correspondre au budget prévisionnel du MAITRE D'OUVRAGE.

### 2. DIAGNOSTICS REALISES

Les études réalisées à ce jour sont :

- Audit Energétique ;
- Diagnostic réseau ;
- Diagnostic sécurité incendie ;
- Diagnostic structure ;

Aucun diagnostic amiante des bâtiments de cet établissement n'a été fourni au Programmiste pour prise en compte comme contrainte. En principe, les travaux, chiffrages et délais ne prennent donc pas en compte la présence d'amiante, sauf suspicions signalée dans les autres diagnostics.

### 3 - EXIGENCES PERFORMANTIELLES

L'ensemble des exigences performanciennes décrites ci-après devront être atteintes exhaustivement, à minima à l'issue des travaux.

L'opération permettra d'étudier, concevoir et réaliser les mesures d'efficacité énergétique nécessaires à l'atteinte des objectifs de performance définis dans le programme performantiel (en termes énergétique, environnemental, confort et santé des occupants, durabilité et qualité d'usage).

La performance énergétique globale du projet sera d'abord jugée par un calcul réglementaire au sens de l'arrêté du 13 juin 2008 pour les bâtiments existants, basé sur la méthode Th-CE Ex.

- **Confort Thermique**
- **Qualité de l'air intérieur**
- **Durabilité et maintenance des matériaux**
- **Choix de matériaux biosourcés**
- **Confort Acoustique**
- **Confort visuel**
- **Plan de mesure et vérification**
- **Certificat d'économie d'énergie**
- **Photovoltaïque**

Le titulaire devra réaliser l'étude et l'installation des panneaux photovoltaïque.

#### **4. Contraintes particulières :**

Les contraintes pour cette opération se situent à différents niveaux :

- Le phasage pour réaliser ces travaux en site occupé avec maintien du fonctionnement de l'établissement et la sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- Le phasage pour réaliser les travaux dans les logements de fonction.
- La mise en place de bâtiments démontables pour assurer une continuité de service à la communauté scolaire.
- La rénovation de la chaufferie et de la sous-station sera nécessairement planifiée hors période de chauffe, c'est-à-dire entre les mois de mai à septembre inclus.
- Que certaines interventions ne peuvent être prévues en période de gel possible ou d'intempéries ; comme l'arrêt du chauffage pendant une journée.

#### **La durée totale des travaux est estimée à 18 mois.**

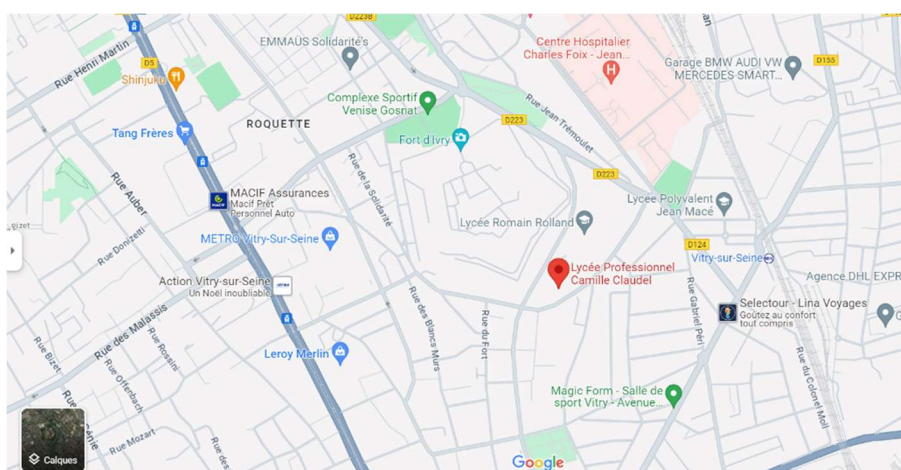
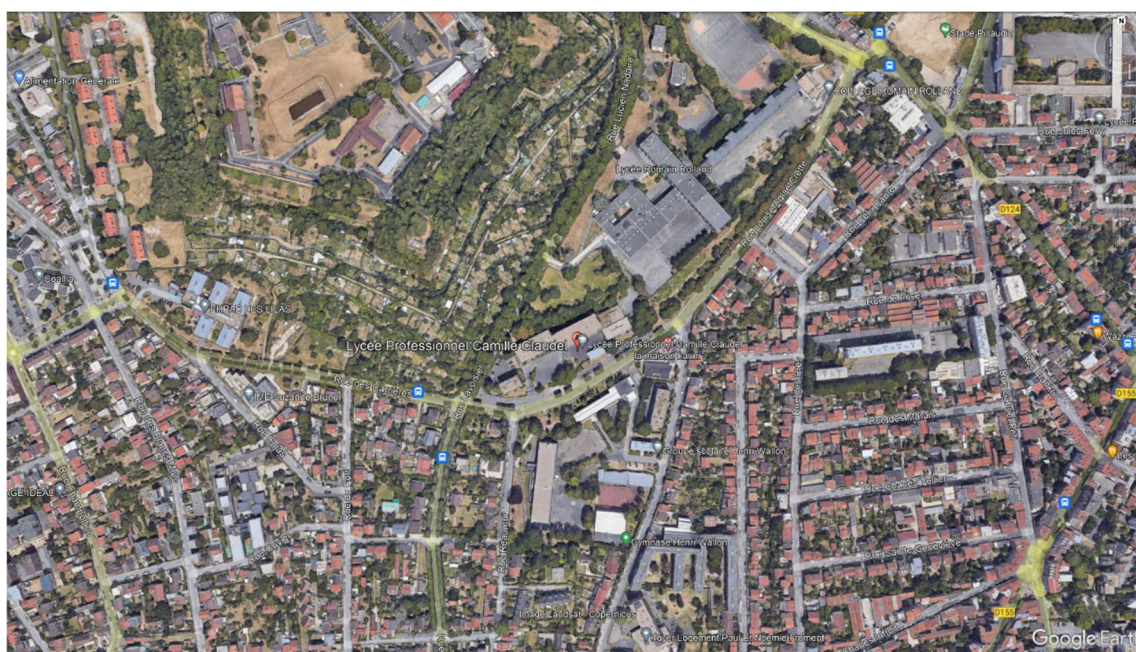
La période de préparation de trois mois vient s'ajouter à ce délai d'intervention.

Montant de l'enveloppe financière prévisionnelle : 11 130 000 €

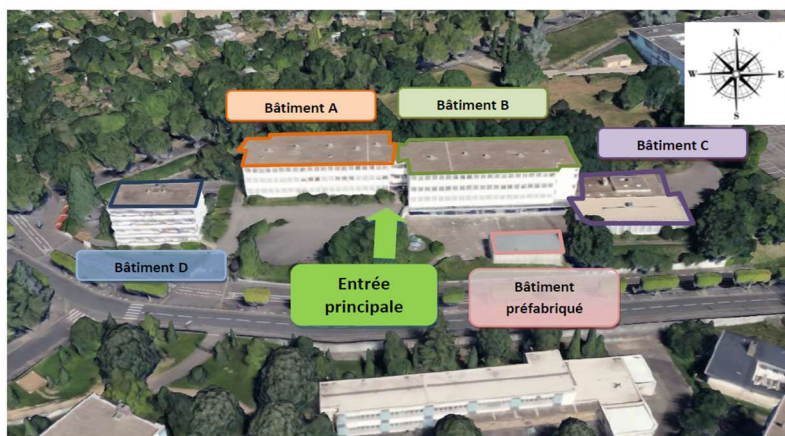
## **Annexe 6 : Fiche programme Lycée Camille Claudel à Vitry-sur-Seine**

## Rénovation thermique

*Plan d'implantation régionale et photo aérienne*





*Plan de situation et plan de masse**Données du site actuel*

Adresse	2 rue des Carrières, VITRY-SUR-SEINE (94)
Usage	Lycée (enseignement, CDI, réfectoire, logements de fonction)
Nombres d'occupants	400 élèves environ 70 personnes pour le personnel
Type d'établissement	ERP type R de 3 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> catégories
Date de construction	1971, création du préfabriqué en 2005
Surface SHON	6750,2 m <sup>2</sup>
Nombre de niveaux	En RDC : A, B, C, D En R+1 : A, B, D En R+2 : A, B, D En R+3 : D

## RENOVATION THERMIQUE

### 1. Objectifs

L'objectif principal de cette réhabilitation est donc axé sur la performance énergétique globale du lycée. Ce marché comprend donc la conception et la réalisation des travaux ainsi que l'exploitation des installations techniques sur l'ensemble du périmètre du lycée. Le chantier devra respecter les exigences de chantier vert.

Cependant, cette rénovation doit permettre de parvenir aux objectifs suivants :

- Confort thermique pour les occupants du lycée (ponts thermiques faibles, phénomène de paroi froide minimisé, courants d'air frais supprimés, etc.) avec une consommation énergétique conventionnelle plus ambitieuse que la réglementation thermique en vigueur sur l'existant ;
- Qualité de l'air intérieur : amélioration de la qualité sanitaire aéraulique des locaux en termes d'enjeu de santé publique ;
- Durabilité et respect de l'environnement : choix des matériaux et équipements pour une pérennité de l'ouvrage, des installations et une facilité de la maintenance future ;
- Confort acoustique : minimiser les nuisances acoustiques principalement au niveau des nouveaux équipements installés ;
- Confort visuel : éclairage des locaux optimisé, favoriser l'éclairage naturel en diminuant les phénomènes d'éblouissement ;
- Financier : le coût des travaux doit correspondre au budget prévisionnel du MAITRE D'OUVRAGE.

### 2. DIAGNOSTICS REALISES

Les études réalisées à ce jour sont :

- Audit Energétique ;
- Diagnostic réseau ;
- Diagnostic sécurité incendie ;
- Diagnostic structure ;

Aucun diagnostic amiante des bâtiments de cet établissement n'a été fourni au Programmiste pour prise en compte comme contrainte. En principe, les travaux, chiffrages et délais ne prennent donc pas en compte la présence d'amiante, sauf suspicions signalée dans les autres diagnostics.

### 3 - EXIGENCES PERFORMANTIELLES

L'ensemble des exigences performanciellles décrites ci-après devront être atteintes exhaustivement, à minima à l'issue des travaux.

L'opération permettra d'étudier, concevoir et réaliser les mesures d'efficacité énergétique nécessaires à l'atteinte des objectifs de performance définis dans le programme performanciel (en termes énergétique, environnemental, confort et santé des occupants, durabilité et qualité d'usage).

La performance énergétique globale du projet sera d'abord jugée par un calcul réglementaire au sens de l'arrêté du 13 juin 2008 pour les bâtiments existants, basé sur la méthode Th-CE Ex.

- **Confort Thermique**
- **Qualité de l'air intérieur**
- **Durabilité et maintenance des matériaux**

- **Choix de matériaux biosourcés**

- **Confort Acoustique**

- **Confort visuel**

- **Plan de mesure et vérification**

- **Certificat d'économie d'énergie**

- **Photovoltaïque**

étude et l'installation des panneaux photovoltaïque.

#### **4. Contraintes particulières :**

Les contraintes pour cette opération se situent à différents niveaux :

- Le phasage pour réaliser ces travaux en site occupé avec maintien du fonctionnement de l'établissement et la sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- Le phasage pour réaliser les travaux dans les logements de fonction.
- La mise en place de bâtiments démontables pour assurer une continuité de service à la communauté scolaire.
- Présence d'amiante.

#### **La durée totale des travaux est estimée à 18 mois.**

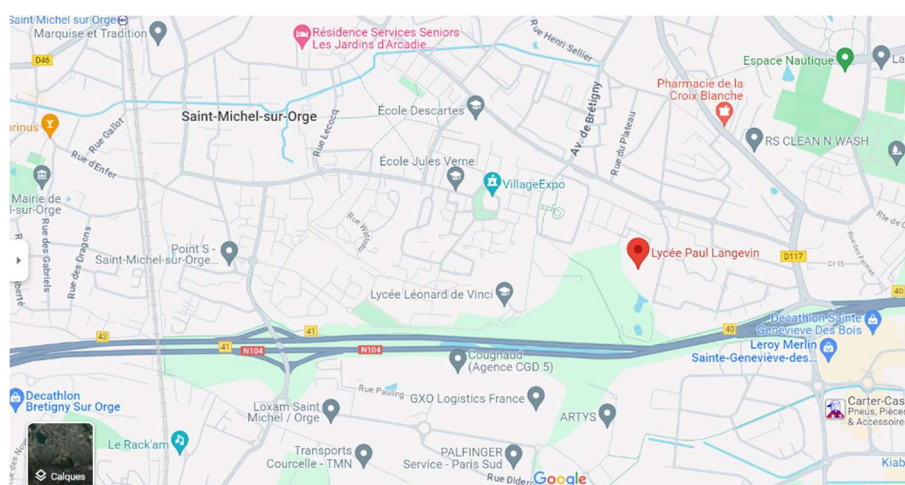
La période de préparation de trois mois vient s'ajouter à ce délai d'intervention.

Montant de l'enveloppe financière prévisionnelle : 9 570 000 €



## **Annexe 7 : Fiche programme Lycée Paul Langevin à Sainte-Geneviève-des-Bois**

### Plan d'implantation régionale et photo aérienne



### Plan de situation et plan de masse



### Données du site actuel

Adresse	120 rue Paul Langevin, SAINTE GENEVIÈVE DES BOIS (91)
Usage	Lycée (enseignement, CDI, réfectoire, logements de fonction)
Nombres d'occupants	560 élèves environ 20 personnes pour le personnel 60 enseignants
Type d'établissement	ERP type R 3 <sup>ème</sup> catégorie et X de 5 <sup>ème</sup> catégorie, habitat
Date de construction	1969 (bâtiments A, B, C, D), 1999 (bâtiment M), 2015 (préfabriqué)
Surface SHON	5621,6 m <sup>2</sup>
Nombre de niveaux	En RDC : A, B, C, D, L, M, préfabriqué En R+1 : B, L, M En R+2 : B, L En R+3 : B

## RENOVATION THERMIQUE

### 1. Objectifs

L'objectif principal de cette réhabilitation est donc axé sur la performance énergétique globale du lycée. Ce marché comprend donc la conception et la réalisation des travaux ainsi que l'exploitation des installations techniques sur l'ensemble du périmètre du lycée. Le chantier devra respecter les exigences de chantier vert.

Cependant, cette rénovation doit permettre de parvenir aux objectifs suivants :

- Confort thermique pour les occupants du lycée (ponts thermiques faibles, phénomène de paroi froide minimisé, courants d'air frais supprimés, etc.) avec une consommation énergétique conventionnelle plus ambitieuse que la réglementation thermique en vigueur sur l'existant ;
- Qualité de l'air intérieur : amélioration de la qualité sanitaire aéraulique des locaux en termes d'enjeu de santé publique ;
- Durabilité et respect de l'environnement : choix des matériaux et équipements pour une pérennité de l'ouvrage, des installations et une facilité de la maintenance future ;
- Confort acoustique : minimiser les nuisances acoustiques principalement au niveau des nouveaux équipements installés ;
- Confort visuel : éclairage des locaux optimisé, favoriser l'éclairage naturel en diminuant les phénomènes d'éblouissement ;
- Financier : le coût des travaux doit correspondre au budget prévisionnel du MAITRE D'OUVRAGE.

### 2. DIAGNOSTICS REALISES

Les études réalisées à ce jour sont :

- Audit Energétique ;
- Diagnostic réseaux ;
- Diagnostic sécurité incendie ;
- Diagnostic structure ;
- Diagnostic amiante en chaufferie et sous-stations chauffage antérieur aux travaux de rénovation des installations.

Aucun diagnostic amiante des bâtiments de cet établissement n'a été fourni au Programmiste pour prise en compte comme contrainte. En principe, les travaux, chiffrages et délais ne prennent donc pas en compte la présence d'amiante, sauf suspicions signalée dans les autres diagnostics.

### 3 - EXIGENCES PERFORMANTIELLES

L'ensemble des exigences performanciennes décrites ci-après devront être atteintes exhaustivement, à minima à l'issue des travaux.

L'opération permettra d'étudier, concevoir et réaliser les mesures d'efficacité énergétique nécessaires à l'atteinte des objectifs de performance définis dans le programme performantiel (en termes énergétique, environnemental, confort et santé des occupants, durabilité et qualité d'usage).

La performance énergétique globale du projet sera d'abord jugée par un calcul réglementaire au sens de l'arrêté du 13 juin 2008 pour les bâtiments existants, basé sur la méthode Th-CE Ex.

- **Confort Thermique**
- **Qualité de l'air intérieur**
- **Durabilité et maintenance des matériaux**
- **Choix de matériaux biosourcés**
- **Confort Acoustique**
- **Confort visuel**
- **Plan de mesure et vérification**
- **Certificat d'économie d'énergie**

- **Photovoltaïque**

étude et l'installation des panneaux photovoltaïque.

#### **4. Contraintes particulières :**

Les contraintes pour cette opération se situent à différents niveaux :

- Le phasage pour réaliser ces travaux en site occupé avec maintien du fonctionnement de l'établissement et la sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- Le phasage pour réaliser les travaux dans les logements de fonction.
- La mise en place de bâtiments démontables pour assurer une continuité de service à la communauté scolaire.
- Travaux sur la distribution de chauffage à prévoir hors période de chauffe ou de cours, c'est-à-dire entre les mois de mai à septembre inclus.
- Présence d'amiante.

#### **La durée totale des travaux est estimée à 18 mois.**

La période de préparation de trois mois vient s'ajouter à ce délai d'intervention.

Montant de l'enveloppe financière prévisionnelle : 8 710 000 €

## **Annexe 8 : Récapitulatif des affectations**



Action	Numéro de rapport	Dossier - Code	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Type d'opération - Code	Année de l'enveloppe	Code de l'enveloppe	Ligne de l'enveloppe	Chapitre	Fonction	Programme	Action
				TOTAL	56,228,000.00								

12200101 - Etudes générales lycées publics	CP2024-053	D2300912	ETUDES PREALABLES PPI - MANDAT IDFCO	Affectation	1,800,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200101 - Etudes générales lycées publics
12200101 - Etudes générales lycées publics	CP2024-053	D2400074	AC PROGRAMMATION DO	Affectation	4,320,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200101 - Etudes générales lycées publics
12200101 - Etudes générales lycées publics	CP2024-053	D2400076	AFFECTATION MARCHES ETUDES GENERALES DO	Affectation	1,000,000.00	OPGR	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200101 - Etudes générales lycées publics
12200101 - Etudes générales lycées publics				Sous-total	7,120,000.00								
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2024-053	D1100451	PPI 2011 78 VERSAILLES LYCEE JULES FERRY	Affectation	1,000,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200103 - Construction des lycées neufs
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2024-053	D1800518	94 VINCENNES LYCEE NEUF	Affectation	5,500,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200103 - Construction des lycées neufs
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2024-053	D1900366	93 LIVRY GARGAN LYCEE HENRI SELLIER EXTENSION	Affectation	3,100,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200103 - Construction des lycées neufs
12200103 - Construction des lycées neufs				Sous-total	9,600,000.00								
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2024-053	D1300170	77 AVON LYCEE URUGUAY FRANCE RENOVATION GLOBALE	Affectation	1,300,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2024-053	D1300171	93 AULNAY SOUS BOIS LYCEE VOILLAUME RENOVATION GLOBALE	Affectation	1,850,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2024-053	D1400155	95 BEZONS LYC EUGENE RONCERAY RENOVATION GLOBALE	Affectation	3,000,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2024-053	D1400158	95 ARGENTEUIL LYC FERNAND ET NADIA LEGER DEMOLITION/RECONSTRUCTION DU BATIMENT PRINCIPAL	Affectation	780,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2024-053	D1500182	77 TORCY MOULIN RG RESTRUCTURATION GLOBALE	Affectation	2,000,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2024-053	D1800467	94 SAINT MAUR DES FOSSES LYCEE MARCELIN BERTHELOT RESTRUCTURATION DE LA DEMI-PENSION	Affectation	16,000,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2024-053	D1900444	RESTRUC CUISI GALILEE CERGY 95	Affectation	1,300,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2024-053	D2400075	95 CORMELLES EN PARISIS LYC NEUF PARTICIPATION REGION CREATION NOUE	Affectation	98,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2024-053	D2400139	75 PARIS LYC FRESNEL 1SE ARR TRANSFERT DROUANT	Affectation	10,000,000.00	OPPJ	2,024	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics				Sous-total	36,328,000.00								
12200201 - Grosses réparations dans les lycées publics	CP2024-053	D2400077	AFFECTATION MAC DO TX	Affectation	500,000.00	OPGR	2,024	HP222-002	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22002 - Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics	12200201 - Grosses réparations dans les lycées publics
12200602 - Prestations liées aux travaux	CP2024-053	D2400078	AFFECTATION DO PRESTATIONS ASSOCIEES AUX TRAVAUX	Affectation	1,000,000.00	OPGR	2,024	HP222-006	1	932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22006 - Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires	12200602 - Prestations liées aux travaux
12400105 - Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées	CP2024-053	D2400074	AC PROGRAMMATION DO	Affectation	1,080,000.00	OPPJ	2,024	HP24-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24001 - Opérations travaux dans les cités scolaires	12400105 - Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées
12400105 - Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées	CP2024-053	D2400079	AFFECTATION DO ETUDES GENERALES CMR	Affectation	250,000.00	OPGR	2,024	HP24-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24001 - Opérations travaux dans les cités scolaires	12400105 - Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées
12400105 - Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées				Sous-total	1,330,000.00								
12400106 - Etudes générales cités mixtes régionales - part collège	CP2024-053	D2400079	AFFECTATION DO ETUDES GENERALES CMR	Affectation	250,000.00	OPGR	2,024	HP24-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24001 - Opérations travaux dans les cités scolaires	12400106 - Etudes générales cités mixtes régionales - part collège
12400205 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées	CP2024-053	D2400080	AFFECTATION DO MARCHES TX CMR	Affectation	50,000.00	OPGR	2,024	HP24-002	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24002 - Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires	12400205 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées
12400206 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges	CP2024-053	D2400080	AFFECTATION DO MARCHES TX CMR	Affectation	50,000.00	OPGR	2,024	HP24-002	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24002 - Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires	12400206 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges
					PART INVESTISSEMENT	55,228,000.00							
					PART FONCTIONNEMENT	1,000,000.00							

## **Annexe 9 : Convention de financement avec le Département du Val d'Oise**



**Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage et de participation financière entre le  
Département du Val-d'Oise et la Région Ile-de-France pour la construction de la cité  
scolaire internationale Est Val-d'Oise située à Gonesse**

**La Région Île-de-France**, dont le siège est situé 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération de la commission permanente n° 2024-053 du 31 janvier 2024 ;

ci-après dénommée la "**Région**",

d'une part,

Et

**Le Département du Val-d'Oise**, dont le siège est situé 2, avenue du Parc à Cergy (95032), représenté par sa Présidente, Madame Marie-Christine CAVECCHI, dûment habilitée par délibération de la commission permanente n° CP [...] du 04 décembre 2023 :

ci-après dénommé le "**Département**",

d'autre part,

## **APRES AVOIR RAPPELÉ**

L'Etat, représenté par les Ministères de l'Education Nationale et de l'Agriculture, a décidé la création d'une cité scolaire à vocation internationale sur le territoire de la commune de Gonesse.

La cité scolaire a été pensée comme une structure d'excellence dédiée au parcours du jeune, de l'enseignement secondaire au post-baccalauréat, combinant une ouverture internationale et une insertion réussie, en cohérence avec son environnement économique.

Ainsi, des formations de l'Education Nationale et de l'Agriculture, tournées vers les métiers de la production agricole et de la restauration sont proposées, avec le postulat d'offrir des formations « de la fourche à la fourchette ».

L'opération de construction regroupera un collège, un lycée polyvalent et un lycée agricole. Cet ensemble appelé « cité scolaire » nécessite la conclusion d'une convention organisant la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessaires à sa construction.

L'opération, réalisée en marché global de performance, nécessitera la conclusion ultérieure entre les parties d'une convention assurant l'organisation notamment de la partie fonctionnement, ainsi que le coût d'exploitation et de maintenance de la cité scolaire.

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Département confie à la Région, conformément aux articles L.2422-12 et suivants du Code de la commande publique, la maîtrise d'ouvrage de l'opération de construction d'un collège au sein de la cité scolaire et définit les modalités administratives, techniques et financières de ce mandat.

### **ARTICLE 2 – Descriptif de l'opération**

L'opération prévoit la construction d'une cité internationale neuve pour accueillir les effectifs décrits aux Présentes.

Notamment, il est prévu de construire une cité scolaire accueillant :

- Des locaux administratifs (type : bureau du personnel ; loge d'accueil ; infirmerie ; vie scolaire et sociale ; etc.) et leurs annexes (type : sanitaires ; reprographie ; salle de repos ; archives ; logistique ; etc.) ;
- Des locaux pédagogiques et assimilés à l'enseignement (type : laboratoire ; pôle technologique ; atelier ; etc.) et leurs annexes (type : sanitaires ; etc.)
- Service d'hébergement (type : internat et demi-pension) et leurs annexes ;
- Logements de fonction et leurs annexes ;
- Des locaux de stockage, annexes et voies de circulation ;
- Bâti extérieur et aires extérieures (type : stationnement ; locaux pour vélo, poubelles, stockage, etc. ; préau et assimilé ; espaces verts ; parvis et voies de circulation)
- Equipements sportifs
- Un Internat

### **ARTICLE 3 – Modalités relatives à la maîtrise d'ouvrage**

#### **3-1 - Eléments de la maîtrise d'ouvrage de la Région concourant à l'opération :**

Les éléments de maîtrise d'ouvrage se rapportant au collège dont le Département confie la maîtrise d'ouvrage à la Région comprennent notamment :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- Elaboration des études préalables et tout diagnostic nécessaire à la mise en œuvre de l'opération ;
- Elaboration et préparation des dossiers « avant-projet » et « projet » ;
- Passation, signature et suivi du marché global de performance pour assurer la conception-réalisation de l'ouvrage ;
- Conclusion et gestion des marchés de prestation intellectuelle nécessaires au bon suivi du marché global de performance ;
- Gestion administrative, comptable et financière de l'opération ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;
- Action en justice dans les conditions définies à l'article 10 ;
- Etablissement et transmission des éventuels mémoires en cas d'action contentieuse du titulaire du marché global de performance ;
- D'une manière générale, signature de toutes les pièces administratives et toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement de l'opération.

Les services techniques de la Région s'engagent à associer régulièrement les services du Département à l'avancement des études et des différentes phases de travaux dans les conditions précisées à l'article 8 de la présente.

La Région, au titre de la présente convention, déposera les demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

Cette opération réalisée par la Région en marché global de performance sera confiée à un maître d'ouvrage délégué. Toutes les pièces contractuelles de cette délégation de maîtrise d'ouvrage devront être communiquées au Département.

Un comité de suivi technique du projet sous le pilotage des services de la Région associera les services du Département à toutes les étapes-clés de mise en œuvre du projet.

#### **3-2 - Descriptif de l'opération :**

L'opération de construction s'inscrit dans la série de mesures annoncées par le gouvernement dans le cadre du Plan Val d'Oise, visant à redynamiser l'Est du département où l'on enregistre une forte pression démographique ayant pour effet un besoin de places d'enseignement supplémentaires.

En conséquence, l'opération doit permettre de construire :

**1- Une partie Lycée (1715 élèves) composée comme suit**

- Un lycée agricole de 318 élèves (56 en filières technologiques et 262 en filières professionnelles)
- Un lycée polyvalent de 1397 élèves (1157 en filières générales et 240 en filières professionnelles)

**2- Une partie collège composée comme suit**

- Une filière générale de 600 élèves

**3- Un internat de 200 lits (162 affectés au lycée, 38 affectés au collège)**

**3-3 - Echancier prévisionnel :**

Le calendrier prévisionnel de l'opération prévoit un démarrage des travaux en 2026 pour une livraison de la cité internationale pour la rentrée scolaire 2027.

**ARTICLE 4 – Mise à disposition des ouvrages**

Les ouvrages sont remis conjointement aux deux collectivités, dès la date d'effet de la réception des travaux notifiée aux entreprises. Cette mise à disposition fait l'objet d'un procès-verbal signé par les représentants des deux collectivités territoriales.

Dans le cas de remises partielles, celles-ci n'interviendront qu'après les réceptions partielles correspondantes.

Une fois l'ouvrage remis, celui-ci intègre l'ensemble immobilier scolaire, géré par la Région dans le cadre de la convention prévue à l'article L.216-4 du code de l'éducation.

La Région reste responsable de la levée des réserves de réception et de la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux

Il appartient à la Région de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre du marché global de performance.

**ARTICLE 5 – Coût, financement et montant de la participation du Département**

**5-1 - Montant prévisionnel des travaux :**

L'enveloppe financière prévisionnelle, déterminée au stade des études amont (études de faisabilité), est fixée à 180 M € TDC TTC (*toutes dépenses confondues : tous coûts de travaux et équipements (informatique, engins agricoles et mobilier), honoraires, rémunérations et frais divers inclus) toutes taxes comprises*).

Cette enveloppe intègre :

- la part relevant du Département qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération collège : frais de concours, frais d'études, travaux ;
- la part relevant de la Région qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération lycée : frais de concours, frais d'études, travaux ;

Le cas échéant, elle pourra être révisée par voie d'avenant pour prendre en compte l'éventuel écart de budget lors de la notification du marché global de performance, des travaux supplémentaires et/ou aléas non prévus à ce jour.

Dans ce cas, la révision de la part départementale ne pourra être appelée que dès lors qu'elle concernerait spécifiquement les espaces du collège ou les espaces mutualisés, mais dans ce dernier cas, il sera fait application de la clé de répartition indiquée à l'article 5-2 ci-dessous.

## **5-2 - Participation du Département :**

A partir de la dépense globale prévisionnelle, hors mobilier, estimée à 177.478.127,00 € TDC et au regard de la répartition des surfaces entre la partie collège et lycée, il en résulte un taux de participation arrondi à 20,73%, soit 36,8 M € TDC. Cette participation ne tient pas compte de la part mobilier collège. Dans le cas où la participation départementale, mobilier inclus, dépasse la somme de 36,8 M € TDC, les parties s'engagent à réévaluer la part de la participation financière du Département pour tenir compte de la dépense en mobilier bénéficiant au collège.

Une annexe financière détaille le calcul du coût financier global et de sa répartition (annexe 1).

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèreraient inférieures aux montants initialement prévus, la subvention du Département sera automatiquement révisée, au stade du bilan définitif, en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu à la présente convention.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèreraient supérieures aux montants initialement prévus, sauf révision par avenant et dans le cas prévu au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article pour l'intégration de la participation liée au mobilier du collège, la subvention du Département est plafonnée au montant précisé ci-avant.

## **ARTICLE 6 – Versement de la participation du Département**

L'opération est entièrement retracée sur le budget de la Région, hors augmentation de la TVA, qui inscrit l'ensemble des dépenses à son budget d'investissement sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108).

Les modalités de versement de la participation financière départementale sont les suivantes :

1. Signature de la convention : 5 %
2. Notification du marché global de performance : 10 %
3. Ordre de service (OS) de démarrage des travaux : 10 %
4. OS de démarrage des travaux + 6 mois : 10%
5. OS de démarrage des travaux + 12 mois: 20%
6. OS de démarrage des travaux + 18 mois: 20%
7. PV de réception des ouvrages : 20 %
8. Le dernier versement du solde du contrat de mandat valant quitus interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par le Département à la Région au regard du solde des dépenses réellement exécutées de l'opération.

La Région s'engage à revenir vers le Département pour retravailler conjointement cet échéancier dans le cas où un arrêt de chantier serait à déplorer sur l'opération.

A chacune des étapes de ces différentes phases, la Région émet un titre de recette correspondant à la part du Département, accompagné des éléments justifiant l'état d'avancement.

Pendant toute la durée du contrat, avant le 31 janvier de chaque année, la Région transmettra au Département un compte-rendu de l'avancement de l'opération comportant :

- un bilan comptable des dépenses

- un bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération,
- un calendrier prévisionnel actualisé du déroulement de l'opération.

En fin de mission, la Région établira et remettra au Département un bilan définitif de l'opération.

## **ARTICLE 7 – Bilan définitif**

### **7.1 Achèvement de la mission**

Le contrat de mandat prendra fin à l'expiration de la période de parfait achèvement par le quitus délivré par le Département à la Région.

Le quitus est délivré à la demande de la Région après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
- mise à disposition des ouvrages,
- et reprise des désordres couverts par la garantie de parfait achèvement des ouvrages,
- remise des dossiers complets comportant les DOE, le DIUO et les décomptes pour solde des marchés afférents à l'opération,
- solde financier des commandes, marchés et contrats,
- établissement du bilan général et définitif financier et comptable de l'opération

Le Département devra notifier sa décision à la Région dans les 15 jours suivant la réception de la demande de quitus. Sans réponse de sa part dans le délai imparti, le quitus sera réputé délivré.

### **7.2 Bilan définitif**

Hors le cas de résiliation de la convention qui est réglé par les dispositions spécifiques de l'article 12 ci-après, les parties conviennent que la mission de la Région s'achève dès lors que l'ensemble des ouvrages a été réceptionné dans les conditions définies à l'article 3 et qu'il a été procédé au règlement du marché global de performance (le *quitus* sera donc réalisé avant *quitus* du marché du maître d'ouvrage délégué mentionné à l'article 3.1).

La Région établit alors le bilan considéré à ce stade définitif de l'opération et le communique au Département.

La mission de la Région prend fin lorsque ce bilan d'opération est approuvé par le Département sous un délai de trois mois à compter de la date de réception par le Département de ce bilan. A défaut, le bilan établi par la Région est réputé accepté.

Le bilan de l'opération doit prendre en compte les éléments suivants :

- L'historique pour chaque année civile des dépenses réglées par la Région ainsi que les versements effectués par le Département à la Région, au titre de leurs parts respectives. Il fait ressortir le cas échéant les sommes restant dues par l'une ou l'autre des collectivités au titre de leurs contributions respectives à l'opération définies à l'article 5 ou dans le cadre d'une modification prévue par avenant conformément à l'article 10 ;
- Etablissement d'un constat des ouvrages destinés au Département : ce constat donne lieu à un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes ;
- Réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- Remise des dossiers complets définis à l'article 3 ci-dessus ;
- Remise au Département du bilan de fin de mission de l'opération comportant l'état détaillé des dépenses et recettes réalisés, visé par le comptable régional.

La Région et le Département s'engagent à honorer sous délai de six mois à compter de la

communication du bilan définitif leurs éventuelles obligations financières au regard de l'exécution de la présente convention.

## **ARTICLE 8 – Modalités de participation et de contrôle administratif**

Le Département sera associé selon les modalités suivantes :

- participation au jury de sélection des candidatures
- participation au(x) commission(s) technique(s) préalables au(x) tour(s) de dialogue avec les candidats retenus ;
- participation aux réunions techniques préalables à la validation de l'APD et du PRO.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés par la Région au Département 15 jours minimum avant chaque réunion de validation, conformément au dispositif de suivi précisé à l'article 3-1. Le Département devra notifier sa décision de la Région ou faire ses observations dans le délai de 15 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

La Région transmettra les décisions de validation (ou de refus) de l'APD et du PRO au Département.

- participation au(x) réunion(s) de maîtrise d'ouvrage périodique(s) (périodicité minimale trimestrielle)
- participation à une visite organisée par le maître d'ouvrage en amont des opérations préalables à la réception du collège
- participation à la Commission de sécurité.

La Région adressera copie des procès-verbaux des OPR, des propositions de réception du maître d'œuvre et des décisions de réception (ou de refus) au Département.

La Région adressera copie des constats de levée de réserves au Département.

La Région transmettra, en outre, au Département :

- les dossiers d'autorisations de construire avec les arrêtés correspondants
- les Dossiers des Ouvrages Exécutés
- le DIUO
- les commandes, contrats et marchés notifiés avec leurs éventuels avenants, ordres de services et décisions.

## **ARTICLE 9 – Assurances**

La Région fait son affaire de la souscription des polices d'assurances, y compris dommages-ouvrages.

## **ARTICLE 10 – Capacité d'ester en justice**

Au titre de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la capacité d'ester en justice est dévolue à la Région.

D'une manière générale, la Région assure le règlement de tout litige lié aux travaux de construction ou de réhabilitation.

Les actions en garantie biennale et décennale sont menées par la Région.

## **ARTICLE 11 – Modification de la convention**

Toute modification de la convention ayant une incidence financière fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par les assemblées délibérantes des deux collectivités.

## **ARTICLE 11 – Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Sauf résiliation dans les conditions fixées à l'article 12, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations financières respectives après communication du bilan définitif de l'opération définie à l'article 6.

## **ARTICLE 12 – Résiliation**

Dans le cas d'un motif légitime et sérieux invoqué par l'une ou l'autre partie, la résiliation de la présente convention peut intervenir sous réserve du respect d'un préavis de six mois.

La résiliation ne peut être effective qu'après le règlement financier des sommes réellement engagées par la Région et le cas échéant restitution des sommes versées par le Département qui n'ont donné lieu, par la Région, à aucun paiement.

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de la Région, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

## **ARTICLE 13 – Litiges**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront déférés au Tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES**

Annexe 1 :                    Cout global prévisionnel de l'opération et répartition financière

Fait en deux exemplaires originaux

A Cergy, le

Pour le Département

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France

## **ANNEXE 1 : COUT GLOBAL PREVISIONNEL DE L'OPERATION ET REPARTITION FINANCIERE**



Gonesse - Cité scolaire		Partie collège	600 élèves
		Partie lycée	TOTAL = 2315 élèves
			1715 élèves

ratio coll/total	0,259
ration lycée/tot	0,741

lycée								
collège								
partagé								
N°	Local	N° FT	Nb	S.Unit	S.Tot	Nb	S.Unit	S.Tot
Enseignement			11498 m²					
Enseignement général			3680 m²					
Enseignement général lycée			1908 m²					
1	Salles banales 35 pl	1	11	60 m²	660 m²			
2	Salles banales classe active 35 pl	1	5	72 m²	360 m²			
3	Salle banale 35 pl à proximité du pôle sciences	1	1	78 m²	78 m²			
4	Salles banales 30 pl	1	7	54 m²	378 m²			
5	Salles banales groupe 18 pl à 24 pl	1	3	42 m²	126 m²			
6	Salles banales groupe classe active 18 pl à 24 pl	1	2	54 m²	108 m²			
7	Salles multimédia 18 élèves/18 postes informatique	1	1	60 m²	60 m²			
8	Salles informatique 35 élèves / 35 postes	1	1	90 m²	90 m²			
9	Dépôt	2	4	12 m²	48 m²			
Enseignement général collège			896 m²					
10	Salles banales (type I bis) 32 pl	1	2	80 m²	160 m²			
11	Salles banales (type 1) 32 pl	1	11	60 m²	660 m²			
12	Salle banale dédiée ULIS 16 pl	1	1	60 m²	60 m²			
13	Dépôt	2	2	8 m²	16 m²			
Pôle langues			876 m²					
14	Salles banales 35 pl	1	8	60 m²	480 m²			
15	Salles banales groupe 18 pl - 24 pl	1	5	42 m²	210 m²			
16	Salles banales groupe classe active 18 pl - 24 pl	1	3	54 m²	162 m²			
17	Dépôt	2	2	12 m²	24 m²			
Enseignement scientifique			2585 m²					
Physique chimie lycée			750 m²					
18	Salles de cours physique chimie 35 pl	3	3	66 m²	198 m²			
19	Salle de TP physique 28 places	4	1	100 m²	100 m²			
20	Salle de TP physique 18 places	4	1	78 m²	78 m²			
21	Salle de TP chimie 28 places	4	2	100 m²	200 m²			
22	Salle de TP chimie 18 places	4	1	78 m²	78 m²			
23	Labo de préparation physique chimie	5	2	36 m²	72 m²			
24	Salle de collection physique chimie	6	1	24 m²	24 m²			
SVT - biologie écologie lycée			614 m²					
25	Salle de cours SVT 35 places	3	3	66 m²	198 m²			
26	Salle de TP SVT 28 places	4	2	100 m²	200 m²			
27	Labo de préparation SVT	5	1	36 m²	36 m²			
28	Salle de TP SVT 18 places	4	2	78 m²	156 m²			
29	Salle de collection SVT	6	1	24 m²	24 m²			
Biotechnologie, microbiologie, biochimie			613 m²					
30	Salle de cours biotechnologie 35 places	3	1	78 m²	78 m²			
31	Labo de TP biotechnologie 18 places	7	1	110 m²	110 m²			
32	Labo de TP biochimie 14 pl	7	1	90 m²	90 m²			
33	Labo de TP microbiologie 14 pl	7	1	90 m²	90 m²			
34	Salle d'ensemencement	8	1	12 m²	12 m²			
35	Salle de stérilisation	9	2	18 m²	36 m²			
36	Salle d'analyse instrumentale - 9 pl	10	1	30 m²	30 m²			
37	Labo de préparation biotechnologie et microbiologie	11	1	60 m²	60 m²			
38	Chambre froide microbiologie	12	1	12 m²	12 m²			
39	Dépôt microbiologie	2	1	10 m²	10 m²			
40	Salle de collection biochimie	5	1	25 m²	25 m²			
41	Dépôt poudres non toxiques	2	1	12 m²	12 m²			
42	Vestiaire SAS élèves accès labo TP	13	2	12 m²	24 m²			
43	Vestiaire SAS préparateurs	13	1	12 m²	12 m²			
44	Local déchets	41	1	12 m²	12 m²			
Sciences et technologie collège			560 m²					
45	Salles banales (type 1) 32 pl	1	2	60 m²	120 m²			
46	Salles de sciences et technologie (type 2) 32 pl	3b	3	80 m²	240 m²			
47	Salle d'expérimentation	14	1	60 m²	60 m²			
48	Atelier de classe 64 pl	3b	1	100 m²	100 m²			
49	Salles de collection et de préparation	5	2	20 m²	40 m²			
Locaux partagés sciences			48 m²					
50	Dépôt produits chimiques dangereux	15	2	12 m²	24 m²			
51	Dépôt produits chimiques inflammables	15	2	12 m²	24 m²			
Enseignement artistique			306 m²					
52	Salle d'arts appliqués lycée 30 pl	16	1	100 m²	100 m²			
53	Salle d'arts plastiques collège 32 pl	16	1	80 m²	80 m²			
54	Dépôt arts plastiques / arts appliqués	2	2	18 m²	36 m²			
55	Salle de musique collège 32 pl	16	1	80 m²	80 m²			
56	Dépôt musique	2	1	10 m²	10 m²			
Enseignement technologique Services			89 m²					
Pôle hôtelier			89 m²					
57	Chambre d'application (PMR)	18	1	34 m²	34 m²			
58	Salle TP lancement 12 p	19	1	40 m²	40 m²			
59	Salle entretien du linge	20	1	15 m²	15 m²			
Enseignement technologique Production			3391 m²					
Sciences de l'Ingénieur			226 m²					
60	Salle de cours / TP SI	21	1	130 m²	130 m²			
61	Salle de TP SI	21	1	72 m²	72 m²			
61	Bureau - dépôt	22	1	24 m²	24 m²			
Pôle production			557 m²					
61	Enseignement							
61	Salle cours - TP - lancement 19 pl	1	1	40 m²	40 m²			
62	Zone lavage des mains		1					
63	Vestiaires élèves (2 groupes)	24	3	15 m²	45 m²			
64	Sanitaire élèves	25	1	8 m²	8 m²			
65	Atelier	27						
66	Administration / Gestion de l'exploitation							
67	Bureau chef d'exploitation	22	1	18 m²	18 m²			
68	Bureau secrétariat / comptabilité	22	2	12 m²	24 m²			
69	Espace détente - travail partagé	23	1	12 m²	12 m²			
70	Vestiaires douche des salariés (2 salariés)	24	2	6 m²	12 m²			
71	Sanitaire adultes	25	1	8 m²	8 m²			
72	Espace produits							
73	Zone de nettoyage /espace tri et conditionnement	28	1	40 m²	40 m²			
74	Zone de conditionnement	28	1	50 m²	50 m²			
75	Zone de Stockages et circulation	29	1	150 m²	150 m²			
76	Atelier, garages et stockages							
77	Atelier	27	1	150 m²	150 m²			
78	Hangar	27b	1					
79	Production							
80	Tunnel de production		8					
Pôle primeur et commerce alimentaire			225 m²					
81	Boutique pédagogique	30	1	90 m²	90 m²			
82	Espace cafet' pédagogique	31	1	20 m²	20 m²			
83	Stockage pédagogique	2	1	30 m²	30 m²			
83	Sanitaires clients	25	1	4 m²	4 m²			
84	Plonge vaisselle	32	1	10 m²	10 m²			
85	Local matériel d'entretien	33	1	6 m²	6 m²			
86	Salle de TP /cours / lancement 14 pl	1	1	30 m²	30 m²			
87	Vestiaires élèves (2 groupes)	24	2	15 m²	30 m²			
88	Local déchets (évacuation cageots,...)	41	1	5 m²	5 m²			
Pôle transformation			419 m²					
89	Cuisine de production 14 p	34	1	80 m²	80 m²			
90	Zone de transformation et de conditionnement		1	215 m²	215 m²			
91	dont Zone de réception / stockage	35	1					
92	dont Zone de déconditionnement	36	1					
93	dont Légumerie	36	1					
94	dont Plonge batterie	32	1					
95	dont laboratoire de transformation	38	1					
96	dont salle autoclave	38	1					
97	dont zone de conditionnement	39	1					
98	Chambres froides produits finis	40	1	15 m²	15 m²			
99	Stockage matériel	2	1	15 m²	15 m²			
100	Local déchets	41	1	5 m²	5 m²			
101	Vestiaires douche élèves (2 groupes)	24	2	20 m²	40 m²			
102	Sanitaires élèves	25	1	8 m²	8 m²			
103	Vestiaires sanitaires douche professeurs (2 prof)	24	1	11 m²	11 m²			

1,45	1628 m²	2 600 €	4 233 864,71 €
	s/s total		

MANQUE EQUIPEMENTS NUMERIQUES

896,0

227,0

1,45	882 m²	2 600 €	2 292 160,00 €
	s/s total		

560,0

48,0

1,45	273 m²	2 600 €	708 760,00 €
	s/s total		

80,0

18,0

80,0

10,0

104	Salle de TP /cours/ lancement 14 pl	1	1	30 m²	30 m²			
105	Zone entretien du linge							
106	Zone entretien des locaux							
107	Stockage matériel d'entretien							
Lab culinaire				240 m²				
108	Génie industriel contrôle qualité		1	100 m²	100 m²			
109	dont zone 1 - analyse	42						
110	zone 1.1 - analyse sensorielle							
111	zone 1.2 - analyse physico chimique / microb							
112	dont zone 2 - Génie industriel et transfo aliment	44						
113	Cuisine expérimentale 14 pl	45	1	60 m²	60 m²			
114	Salle TP lancement 14 pl	1	2	40 m²	80 m²			
Pôle restauration				1377 m²				
115	Cuisine d'application n°1	46	1	100 m²	100 m²			
116	Office n°1	47	1	50 m²	50 m²			
117	Salle restaurant n°1	48	1	75 m²	75 m²			
118	Cuisine d'application n°2	46	1	100 m²	100 m²			
119	Office n°2	47	1	50 m²	50 m²			
120	Salle restaurant n°2	48	1	75 m²	75 m²			
121	Cuisine d'application n°3	46	1	117 m²	117 m²			
122	Office n°3	47	1	50 m²	50 m²			
123	Salle restaurant n°3	48	1	100 m²	100 m²			
124	Accueil clientèle	50	1	60 m²	60 m²			
125	Sanitaires clientèle	25	1	12 m²	12 m²			
126	Atelier préparations préliminaires	49	1	50 m²	50 m²			
127	Cuisine de conditionnement							
128	Laverie plonge	32	1	22 m²	22 m²			
129	Réserves	2	1	25 m²	25 m²			
130	Salle de technologique 24 pl	52	2	50 m²	100 m²			
131	Salle de technologique 24 pl	52	1	50 m²	50 m²			
132	Salle des BTS 24 pl	1	2	50 m²	100 m²			
133	Local déchet	41	1	10 m²	10 m²			
134	Vestiaires douche élèves	24	6	20 m²	120 m²			
135	Sanitaires élèves	25	3	8 m²	24 m²			
136	Local casiers et rangement malettes	53	1	65 m²	65 m²			
137	Vestiaires sanitaires douche professeurs (6 prof)	24	2	11 m²	22 m²			
Locaux partagés enseignement professionnel et technologique				287 m²				
138	Salle de cours 28 pl	1	2	54 m²	108 m²			
139	Salle de cours 18 pl	1	1	42 m²	42 m²			
140	Bureau du magasinier	22	1	12 m²	12 m²			
141	Réception des marchandises	35	1	15 m²	15 m²			
142	Stockage économat Chanbres Froides	53	1	30 m²	30 m²			
143	Stockage économat denrées stockage neutre	54	1	30 m²	30 m²			
144	Stockage économat cave à vins	55	1	20 m²	20 m²			
145	Stockage économat matériel	56	1	20 m²	20 m²			
146	Stockage économat produits d'entretien	106	1	10 m²	10 m²			
Dir Del à la Formation Professionnelle et Technologique				60 m²				
147	Bureau DDFPT / Directeur en charge des formations	22	2	18 m²	36 m²			
148	Assistant	22	1	12 m²	12 m²			
149	Reprographie / Dépôt	57	1	12 m²	12 m²			
Enseignement sportif				1447 m²				
Pôle sportif cité scolaire				1352 m²				
150	Hall	62	1					
151	Loge	58	1	20 m²	20 m²			
152	Sanitaire	25	1	4 m²	4 m²			
153	Salle de sport - Pratique de la musculation	59	1	200 m²	200 m²			
154	Grande salle semi-spécialisée	60	1	396 m²	396 m²			
155	Petite salle semi-spécialisée	60	1	180 m²	180 m²			
156	Salle banale 35 pl	1	1	60 m²	60 m²			
157	Réserve matériels salle de musculation	2	1	18 m²	18 m²			
158	Réserve matériels salles de sport	2	2	36 m²	72 m²			
159	Réserve matériels sports extérieurs	2	1	24 m²	24 m²			
160	Bureau / vestiaires / sanitaires profs	61	1	36 m²	36 m²			
161	Vestiaires élèves lycée	24	8	24 m²	192 m²			
162	Sanitaires PMR élèves Filles / Garçons	24	6	8 m²	48 m²			
163	Douches élèves Filles / Garçons batterie	24	8	12 m²	96 m²			
164	Local de ménage	33	1	6 m²	6 m²			
Pôle sport collège				95 m²				
159	Réserve matériels sports extérieurs collège	2	1	25 m²	25 m²			
164	Vestiaires - sanitaires élèves collège	24	2	35 m²	70 m²			
Vie scolaire et sociale				3214 m²				
Centre de Documentation et d'Information				695 m²				
Centre de documentation et d'Information lycée				520 m²				
165	Zone ouverte							
166	Accueil numérique	70	1	5 m²	5 m²			
167	Espace documentalistes 2 postes	70	1	11 m²	11 m²			
168	Espace travail individuel et en groupe	70	1	164 m²	164 m²			
169	Agora	70	1	8 m²	8 m²			
170	Fabriques 4 à 6 personnes	70	2	12 m²	24 m²			
171	Fabriques 6 à 8 personnes	70	1	13 m²	13 m²			
172	Salle web radio	69b	1	15 m²	15 m²			
172	Salle web TV	69b	1	15 m²	15 m²			
173	Zone protégée							
174	Espace travail individuel et en groupe	71	1	157 m²	157 m²			
175	Espace lecture	71	1	18 m²	18 m²			
176	Zone spécialisée							
177	Salle d'éducation aux médias	73	1	60 m²	60 m²			
178	Annexes							
179	Bureau Psy-EN	22	1	15 m²	15 m²			
180	Dépôt	2	1	15 m²	15 m²			
Centre de documentation et d'Information collège				175 m²				
181	Salle de documentation et d'information	70	1	120 m²	120 m²			
182	Bulle d'autonomie	68	1	35 m²	35 m²			
183	Dépôt	2	1	20 m²	20 m²			
Locaux d'accueil				809 m²				
Accueil cité scolaire				32 m²				
184	Loge cité scolaire 2 p	58	1	32 m²	32 m²			
Salle de conférence				332 m²				
185	Espace d'attente salle	62b	1					
186	Salle de conférence / spectacles	63	1	295 m²	295 m²			
187	Dépôt	2	1	15 m²	15 m²			
188	Local technique électrique	65	1	6 m²	6 m²			
189	Sanitaires de proximité	25	2	8 m²	16 m²			
Accueil lycée				262 m²				
190	Hall	62	1	250 m²	250 m²			
191	Bagagerie internat	153	1					
192	Circulation intérieure	64	1					
193	Loge WC	25	1	4 m²	4 m²			
194	Sanitaires de proximité	25	1	8 m²	8 m²			
Accueil collège				183 m²				
195	Hall	62	1	150 m²	150 m²			
196	Bagagerie internat	153	1					
197	Circulation intérieure	64	1					
198	Espace de médiation / café des parents		1	25 m²	25 m²			
199	Sanitaires de proximité	25	1	8 m²	8 m²			
Vie scolaire Professeurs				514 m²				
Vie scolaire professeurs lycée				365 m²				
200	Salle des enseignants	66	1	155 m²	155 m²			
201	Espace casiers	67	1	24 m²	24 m²			
202	Bureaux des enseignants	68	7	12 m²	84 m²			
203	Bureaux des enseignants	68	3	18 m²	54 m²			
204	Reprographie	57	1	18 m²	18 m²			
205	Sanitaires de proximité	25	1	30 m²	30 m²			
Vie scolaire professeurs collège				149 m²				
206	Salle des enseignants	66	1	85 m²	85 m²			
207	Bureaux des enseignants	68	2	20 m²	40 m²			
208	Vestiaires douche professeurs d' EPS	61	1	12 m²	12 m²			
209	Sanitaires de proximité	25	1	12 m²	12 m²			
Vie scolaire Encadrement				653 m²				
Vie scolaire lycée				519 m²				
210	Accueil vie scolaire	80	1	20 m²	20 m²			
211	Bureau des surveillants	80	4	18 m²	72 m²			
212	Bureau des CPE	22	4	18 m²	72 m²			
213	Salles de permanence et de devoirs surveillé	1	1	130 m²	130 m²			

1,2	114 m² s/s total	2 800 €	319 200,00 €
95,0			
1,3	228 m² s/s total	2 600 €	591 500,00 €
1,3	371 m² s/s total	2 600 €	963 460,60 €
16,0 86,0			
183,0			
1,3	194 m² s/s total	2 600 €	503 620,00 €
149,0			
1,4	188 m² s/s total	2 600 €	487 760,00 €

214	Salles de permanence et de devoirs surveillé	1	1	60 m²	60 m²			
215	Salles de travail	68	4	18 m²	72 m²			
216	Salle environnement numérique de travail	1	1	30 m²	30 m²			
217	Bureau développeur de l'apprentissage	22	1	15 m²	15 m²			
218	Salle MLDS/MGI	1	1	36 m²	36 m²			
219	Bureau coordonateur MLDS/MGI	22	1	12 m²	12 m²			
Vie scolaire collège				134 m²				
220	Bureau des surveillants	80	1	15 m²	15 m²			
221	Bureau des CPE	22	2	12 m²	24 m²			
222	Salles de permanence	1	1	95 m²	95 m²			
Vie scolaire Elèves				380 m²				
Vie scolaire élèves lycée				280 m²				
223	Grand foyer - cafétéria	69	1	100 m²	100 m²			
224	Petit foyer	69	1	40 m²	40 m²			
225	Salles associatives - clubs	69b	6	18 m²	108 m²			
226	Dépôt du grand foyer cafétéria	2	1	24 m²	24 m²			
227	Dépôt du petit foyer	2	1	8 m²	8 m²			
Vie scolaire élèves collège				100 m²				
228	Maison des élèves	69	1	100 m²	100 m²			
229	Sanitaires RdC	26						
Service médico-social				163 m²				
Infirmerie lycée				87 m²				
230	Espace d'attente	62b	1	6 m²	6 m²			
231	Bureau infirmières	22	1	18 m²	18 m²			
232	Salle de soins	81	1	15 m²	15 m²			
233	Salle de repos	82	2	10 m²	20 m²			
234	Sanitaires et douche PMR	25	1	4 m²	4 m²			
235	Bureau du médecin	22	1	12 m²	12 m²			
236	Bureau de l'assistante sociale	22	1	12 m²	12 m²			
Infirmerie collège				76 m²				
237	Espace d'attente	62b	1	6 m²	6 m²			
238	Salle de soins + Infirmerie (bureau médical)	81	1	20 m²	20 m²			
239	Salle de repos	82	1	10 m²	10 m²			
240	Sanitaire-douche	25	1	4 m²	4 m²			
241	Bureau de l'assistante sociale	22	1	12 m²	12 m²			
242	Bureau du psychologue	22	1	12 m²	12 m²			
243	Bureau du référent handicap	22	1	12 m²	12 m²			
Administration et logistique				1754 m²				
Administration générale				519 m²				
Bureaux administratifs				290 m²				
244	Espace(s) d'attente(s)	62b	2	6 m²	12 m²			
245	Bureau chef d'établissement EPLE CMR	22	1	24 m²	24 m²			
246	Bureau chef d'établissement EPLE FPA	22	1	24 m²	24 m²			
247	Bureau du proviseur adjoint EN	22	1	18 m²	18 m²			
248	Bureau du directeur adjoint EPLE FPA	22	1	18 m²	18 m²			
249	Bureau du principal adjoint	22	1	18 m²	18 m²			
250	Bureau du secrétaire général	22	1	18 m²	18 m²			
251	Secrétariat de direction CMR 1 poste + accueil élèves	22b	1	18 m²	18 m²			
252	Secrétariat de direction EN 2 postes + accueil élèves	22b	1	24 m²	24 m²			
253	Secrétariat de direction EPLE FPA 2 postes + accueil élè	22b	1	24 m²	24 m²			
254	Bureau intendant adjoint ou gestionnaire adjoint	22	1	12 m²	12 m²			
255	Secrétariat d'intendance 3 postes + recevant les élèves	22b	1	30 m²	30 m²			
256	Secrétariat d'intendance 1 poste	22	1	12 m²	12 m²			
257	Salle des coffres	2b	1	10 m²	10 m²			
258	Local rangement / fournitures	2	1	10 m²	10 m²			
259	Bureau directeur CFA/CFPPA	22	1	18 m²	18 m²			
260	Bureau du directeur chef d'exploitation	22						
Locaux de réunions				126 m²				
261	Salle du conseil 35 p	74	1	72 m²	72 m²			
262	Salle de réunion 20 p	74	1	42 m²	42 m²			
263	Dépôt scan bac et coffre fort	2	1	12 m²	12 m²			
Réserves, Archives, Logistique				103 m²				
264	Sanitaires de proximité	25	1	18 m²	18 m²			
265	Local d'archives vivantes	75	1	45 m²	45 m²			
266	Reprographie	57	1	12 m²	12 m²			
267	Espace tisanerie	23	1	6 m²	6 m²			
268	Local informaticien	22	1	10 m²	10 m²			
269	Coordinateur informatique	22	1	12 m²	12 m²			
Service entretien et maintenance				528 m²				
Ateliers - stockage				188 m²				
270	Bureau agent chef	22	1	12 m²	12 m²			
271	Atelier de maintenance	85	1	54 m²	54 m²			
272	Atelier entretien espaces verts	86	1	25 m²	25 m²			
273	Réserve lycée	2	1	12 m²	12 m²			
274	Réserve collège	2	1	15 m²	15 m²			
275	Magasin lycée	87	1	30 m²	30 m²			
276	Magasin collège	87	1	30 m²	30 m²			
277	Réserve produits dangereux	15	1	10 m²	10 m²			
Détente, vestiaires, douches agents				70 m²				
278	Local détente des agents	88	1	30 m²	30 m²			
279	Locaux vestiaires - douches	24	2	20 m²	40 m²			
Locaux de ménage / entretien				270 m²				
280	Réserve générale produits d'entretien	89	1	12 m²	12 m²			
281	Réserve générale matériel d'entretien	89	1	18 m²	18 m²			
282	Local buanderie / nettoyage vêtements de service	90	1	24 m²	24 m²			
283	Locaux ménage répartis par étage	33	30	6 m²	180 m²			
284	Local poubelle tampon réparti	41	6	6 m²	36 m²			
Locaux transversaux généraux				707 m²				
Locaux de brassage VDI				51 m²				
285	Répartiteur général	91	1	15 m²	15 m²			
286	Sous-répartiteurs	92	6	6 m²	36 m²			
Réserves, stocks, archives mortes				40 m²				
287	Archives mortes	75	1	40 m²	40 m²			
Sanitaires				616 m²				
288	Blocs sanitaires adultes répartis	25	12	8 m²	96 m²			
289	Blocs sanitaires élèves répartis	25	12	8 m²	96 m²			
290	Blocs sanitaires élèves généraux RdC lycée	26	7	40 m²	280 m²			
290	Blocs sanitaires élèves spécifiques RdC lycée	26	3	11 m²	33 m²			
291	Blocs sanitaires élèves généraux RdC collège	26	2	50 m²	100 m²			
291	Blocs sanitaires élèves spécifiques RDC collège	26	1	11 m²	11 m²			
Services d'hébergement				7520 m²				
Demi-pension				2210 m²				
Cuisine et annexes Type I				603 m²				
292	Réception - décartonnage	101	1	12 m²	12 m²			
293	Vestiaires - sanitaires du personnel	102	2	15 m²	30 m²			
294	Salle de repos des agents	103	1	20 m²	20 m²			
295	Bureau du chef	104	1	12 m²	12 m²			
296	Réserve épicerie	105	1	57 m²	57 m²			
297	Réserve matériel et produits d'entretien	106	1	19 m²	19 m²			
298	Réserve vaisselle et ustensilles	107	1	16 m²	16 m²			
299	Réserves frigorifique denrées brutes	108	1	50 m²	50 m²			
300	1er traitement (déconditionnement légumerie)	109	1	25 m²	25 m²			
301	Préparations froides	110	1	50 m²	50 m²			
302	Préparations chaudes	111	1	82 m²	82 m²			
303	Plonge - batterie	112	1	35 m²	35 m²			
304	Laverie - vaisselle et stockage vaisselle propre	113	1	85 m²	85 m²			
305	Réserve vaisselle propre	114	1	20 m²	20 m²			
306	Local déchets	115	1	60 m²	60 m²			
307	Locaux techniques (eau, air, froid)	116	1	30 m²	30 m²			
308	Circulations cuisine (10%)	121						
Salle à manger lycée				986 m²				
309	Attente intérieure	122	1	60 m²	60 m²			
310	Distribution	123	1	130 m²	130 m²			
311	Zone salad'bar	124	1	15 m²	15 m²			
312	Salle à manger élèves	125	1	744 m²	744 m²			
313	Zone de pré-tri	127	1	20 m²	20 m²			
314	Sanitaires de proximité	128	1	12 m²	12 m²			
315	Local ménage	129	1	5 m²	5 m²			
Salle à manger collège				446 m²				
316	Distribution	123	1	55 m²	55 m²			
317	Zone salad'bar	124	1	10 m²	10 m²			
318	Salle à manger élèves	125	1	324 m²	324 m²			
319	Zone de pré-tri	127	1	10 m²	10 m²			

134,0

1,3130 m²2 600 €338 000,00 €  
s/s total

100,0

1,4106 m²2 600 €276 640,00 €  
s/s total

76,0

88,51,4207 m²2 600 €538 169,68 €  
s/s total

32,7

26,7

1,2191 m²2 600 €497 009,94 €  
s/s total

3,1

14,0

6,5

15,0

30,0

2,6

18,1

70,0

1,2221 m²2 600 €575 164,92 €  
s/s total

13,2

10,4

24,9

24,9

100,0

11,0

EQUIPEMENTS CUISINE311 015,12 €  
1,1712 m²2 600 €1 852 254,60 €  
s/s total

156,3

446,0

320	Sanitaires de proximité	128	1	12 m²	12 m²			
321	Attente intérieure	122	1	35 m²	35 m²			
Salle à manger convives lycée / collège					175 m²			
321	Salle à manger adultes	126	1	155 m²	155 m²			
322	Salle d'hôtes	130	1	20 m²	20 m²			
Internat					3559 m²			
Chambres					2284 m²			
321								
323	Unité 1 collège							
324	Chambre de 3 lits	140	6	24 m²	144 m²			
325	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²			
326	Bloc sanitaire	143	6	6 m²	36 m²			
327	Unité 2 collège							
328	Chambre de 3 lits collège	140	6	24 m²	144 m²			
329	Chambre PMR collège	141	1	16 m²	16 m²			
330	Bloc sanitaire collège	143	6	6 m²	36 m²			
331	Unité 3 lycée							
332	Chambre de 3 lits	140	4	24 m²	96 m²			
333	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²			
334	Bloc sanitaire	143	4	6 m²	24 m²			
335	Unité 4 lycée							
336	Chambre individuelle	142	12	9 m²	108 m²			
337	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²			
338	Bloc sanitaire	143	4	6 m²	24 m²			
339	Unité 5 lycée							
340	Chambre individuelle	142	24	9 m²	216 m²			
341	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²			
342	Bloc sanitaire	143	8	6 m²	48 m²			
343	Unité 6 lycée							
344	Chambre individuelle	142	30	9 m²	270 m²			
345	Bloc sanitaire	143	10	6 m²	60 m²			
346	Unité 7 lycée							
347	Chambre de 3 lits	140	4	24 m²	96 m²			
348	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²			
349	Bloc sanitaire	143	4	6 m²	24 m²			
350	Unité 8 lycée							
351	Chambre individuelle	142	12	9 m²	108 m²			
352	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²			
353	Bloc sanitaire	143	4	6 m²	24 m²			
354	Unité 9 lycée							
355	Chambre individuelle	142	24	9 m²	216 m²			
356	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²			
357	Bloc sanitaire	143	8	6 m²	48 m²			
358	Unité 10 lycée							
359	Chambre individuelle	142	30	9 m²	270 m²			
360	Bloc sanitaire	143	10	6 m²	60 m²			
361								
362	Chambre surveillant collège	141	2	13 m²	26 m²			
364	Chambre surveillant lycée	141	6	13 m²	78 m²			
Détente et études					674 m²			
365	Petite salle travail /études/ambiance calme 4 internes	68	3	12 m²	36 m²			
366	Petite salle travail /études//ambiance calme 8 internes	68	3	18 m²	54 m²			
367	Petite salle travail /études/ ambiance calme 12 internes	68	3	24 m²	72 m²			
		1						
368	Grande salle d'études lycée		2	54 m²	108 m²			
369	Grande salle d'études collège	1	1	78 m²	78 m²			
370	Foyer cafétéria lycée	69	2	100 m²	200 m²			
371	Office cafétéria	146	1	12 m²	12 m²			
372	Dépôt foyer	2	1	12 m²	12 m²			
373	Salle de projection TV	147	1	54 m²	54 m²			
374	Foyer des collégiens	69	1	40 m²	40 m²			
375	Sanitaires élèves filles / garçons	25	2	4 m²	8 m²			
Encadrement					18 m²			
376	Bureau surveillant CPE	22	1	18 m²	18 m²			
Logistique					232 m²			
377	Vestiaires sanitaires du personnel d'entretien	24	2	8 m²	16 m²			
378	Lingerie internat	90	1	50 m²	50 m²			
379	Espace laverie buanderie des élèves	150	1	35 m²	35 m²			
380	Dépôt linge réparti (1 par étage)	2	3	6 m²	18 m²			
381	Local stockage mobilier	87	1	10 m²	10 m²			
382	Local ménage général	89	1	12 m²	12 m²			
383	Local ménage réparti (1/2unités)	33	3	6 m²	18 m²			
384	Sanitaires généraux	26	2	18 m²	36 m²			
385	Local poubelles internat	164	1	12 m²	12 m²			
386	Sous répartiteur VDI	92	1	10 m²	10 m²			
387	Local répartiteur général	91	1	15 m²	15 m²			
Infirmerie					34 m²			
388	Infirmerie / salle de soins	81	1	15 m²	15 m²			
389	Chambre malade	82	2	7 m²	14 m²			
390	Sanitaire douche PMR	25	1	5 m²	5 m²			
Logements					191 m²			
391	Logement assistants en langues / artiste en résidence F4	160	1	90 m²	90 m²			
392	Logement assistants en langues / artiste en résidence F5	160	1	101 m²	101 m²			
Accueil					126 m²			
393	Hall de l'internat	152	1	40 m²	40 m²			
394	Loge veilleur de nuit	58	1	18 m²	18 m²			
395	Sanitaires adultes	25	2	4 m²	8 m²			
396	Bagagerie lycée	153	1	50 m²	50 m²			
397	Bagagerie collège	153	1	10 m²	10 m²			
Logements					1751 m²			
398	Logements de fonction F4	160	14	90 m²	1260 m²			
			4	90 m²	360 m²			
399	Hall d'entrée avec boîtes aux lettres	161	1					
400	Circulation parties communes	162	1					
401	Local poussettes et vélos	163	1	29 m²	29 m²			
402	Local déchets tri sélectif	164	1	12 m²	12 m²			
SURFACES UTILES					23986 m²			

45,4

144,0

16,0

36,0

144,0

16,0

36,0

26,0

78,0

3,1

3,1

14,0

40,0

4,7

60,1

8,8

49,5

10,4

4,7

2,1

10,0

7,4

3,1

1,3      973 m²      2 500 €      2 432 361,77 €  
s/s total

1,15      426 m²      2 300 €      979 963,93 €  
s/s total

360,0 principal+adjoin+agent d'accueil+adjoin gestionnaire

5191 m²      Collège      17 900 905,27 €

Autres surfaces					66869 m²		
Annexes bâties					1555 m²		
Locaux déchets					65 m²		
403	Local déchets général	164	1	30 m²	30 m²		
404	Local déchets de proximité cuisines pédagogiques	164		10 m²	10 m²		
405	Stockage déchets exploitation	164	1				
8	Récup eau pluviale - local tech et cuve stockage	165	1	25 m²	25 m²		
Préaux - Abris couverts					695 m²		
407	Lycée						
408	Préaux lycée	166	1	345 m²	345 m²		
409	Espace abrité accès à la demi-pension lycée	166	1	50 m²	50 m²		
410	Collège						
411	Préaux collège	166	1	280 m²	280 m²		
412	Espace abrité accès à la demi-pension collège	166	1	20 m²	20 m²		
Pôle production					350 m²		
413	Hangar	27b	1	350 m²	350 m²		
414	Stockage outils travail du sol, semis et plantation						
415	Stockage outils de traction et de transport						
416	Stockage équipements divers						
417	Tunnel de production		8				
Stationnement couvert					445 m²		
418	Cité scolaire						
419	Garage véhicule de l'établissement	168	3	18 m²	54 m²		
420	Logements de fonction						
421	Garages logements de fonction	168	18	18 m²	342 m²		
422	Local vélos logements de fonction	169	1	29 m²	29 m²		
423	Internat						
424	Local vélos internat	170	1	20 m²	20 m²		
Aires extérieures					65314 m²		
Parvis et espaces détente des élèves					4648 m²		
422	Cité scolaire						
423	Parvis extérieur collège et lycée	171	1	463 m²	463 m²		
424	Lycée						
425	Parvis intérieur lycée	171	1	170 m²	170 m²		
426	Cour des lycéens	171	1	1715 m²	1715 m²		
427	Jardin pédagogique lycée	171	1	70 m²	70 m²		
428	Collège						
429	Auvent accès principal collège	171	1	30 m²	30 m²		
430	Cour des collégiens	171	1	2200 m²	2200 m²		
431	Internat						
432	Parvis internat	171	1		100 m²		
433	Auvent internat	171	1		30 m²		
Parkings					7530 m²		
402	Internat		5	25 m²	125 m²		
434	Cité scolaire		10	25 m²	250 m²		
435	Parking des enseignants, personnel et visiteurs	474	252	25 m²	6300 m²		
436	Parking deux roues motorisées	171	1	45 m²	45 m²		
437	Parking véhicules de l'établissement	171	4	25 m²	100 m²		
437	Aire de dépose des cars scolaires	171	4				
438	Lycée						
439	Parking boutique et restaurants	171	15	25 m²	375 m²		
440	Abri vélos lycée	170	343				
441	Collège						
442	Abri vélos collège	170	1	60 m²	60 m²		
443	Logements de fonction						
444	Parking logements de fonction	171	18	25 m²	450 m²		
Aires logistique					2700 m²		
445	Aires de livraison	171					
446	dont desserte demi-pension				1000 m²		
447	dont desserte maintenance atelier / magasin				300 m²		
448	dont desserte économat pôle enseigt pro et techno et boutique				500 m²		
449	dont desserte internat				300 m²		
450	dont cour de service collège				500 m²		
451	Aire stockage des encombrants	171			100 m²		
Exploitation agricole					50000 m²		
452	Exploitation zone pédagogique		1	50000 m²	50000 m²		
453	dont tunnels, construct. modul, stockages,		1				
454	aire de livraison / nettoyage	171	1				
455	stationnement véhicules 5 pl	171	5				
456	aire de compostage	171	1				
457	récupération des eaux de pluie	165	1				
Aire de compostage					20 m²		
458	Aire de compostage demi-pension	171	1	10 m²	10 m²		
459	Aire de compostage déchets verts (hors exploitation)	171	1	10 m²	10 m²		
Aires de sport cité scolaire					1664 m²		
460	Aire d'évolution sportive	171	1	1056 m²	1056 m²		
461	Aire d'évolution sportive	171	1	608 m²	608 m²		
Aires de sport collège					1452 m²		
462	Plateau EPS et aire d'athlétisme collège	171	1	1452 m²	1452 m²		
AUTRES SURFACES					66869 m²		

7,8	1,1	400 €	s/s total	169 122 €
			3 421 €	
6,5	1,1	400 €	2 851 €	
280,0	1,0	400 €	112 000 €	
20,0	1,0	400 €	8 000 €	
18,0	1,1	400 €	7 920 €	1 collège
72,0	1,1	400 €	31 680 €	4 collège
	1,1	400 €		
7,4	1,1	400 €	3 250 €	
5,2		400 €		
		4575 m²		
			s/s total	2 047 935 €
120,0	1,0	400 €	48 000 €	
30,0	1,0	400 €	12 000 €	
2 200,0	1,0	400 €	880 000 €	
25,9	1,0	400 €	10 367 €	A
7,8	1,0	400 €	3 110 €	
32,4	1,0	400 €	12 959 €	
64,8	1,0	400 €	25 918 €	
11,7	1,0	400 €	4 665 €	
25,0	1,0	400 €	10 000 €	1 collège
60,0	1,0	400 €	24 000 €	
100,0	1,0	400 €	40 000 €	4 collège
259,2	1,0	400 €	103 672 €	
77,8	1,0	400 €	31 102 €	
77,8	1,0	400 €	31 102 €	
	1,0	400 €		
25,9	1,0	400 €	10 367 €	
5,2	1,0	400 €	2 073 €	
	1,0	550 €		
1 452,0	1,0	550 €	798 600 €	
4992 m²	collège			2 217 057 €

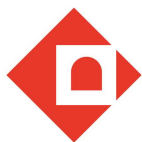
Parking intérieur CSI  
5 véhicules de services EXT  
10 véhicules fonctionnement CSI EXT  
18 logements de fonction EXT

total travaux	20 117 962,29 € HT
coeff x	1,83
Cout part collège	36 744 264,80 € TTC
Cout total opération	177 478 127,00 € TTC
Ratio	0,207

## **Annexe 10 : Convention de financement avec la Fondation du Patrimoine**



FONDATION



DU  
PATRIMOINE

## CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La FONDATION DU PATRIMOINE, ayant son siège social au 153bis avenue Charles de Gaulle, Neuilly-sur-Seine (92200) et représentée par son Délégué Régional Île-de-France, M. Hervé LANCELOT, dûment habilité aux fins des présentes,

CI-APRES DENOMMEE LA FONDATION DU PATRIMOINE ;

D'une part,

ET

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, sise 2 RUE SIMONE VEIL, à SAINT-OUEN-SUR-SEINE (93400) et représentée par sa présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilitée par la délibération de la commission permanente n° CP 2024-053 du 31 janvier 2024 aux fins des présentes,

CI-APRES DENOMMEE « LE MAITRE D'OUVRAGE » ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de régir l'aide financière apportée par LA FONDATION DU PATRIMOINE au MAITRE D'OUVRAGE pour la mise en œuvre du projet de sauvegarde de la BIBLIOTHÈQUE DU LYCÉE CHARLEMAGNE.

La région Île-de-France a confié la maitrise d'ouvrage de cette opération à la société Ile-de-France Construction Durable (IDF CD), ci-après nommée la mandataire, par délibération de la commission permanente n° CP 2010-767 datée du 17 novembre 2010.

### ARTICLE 2 : FINANCEMENT APORTE PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à accorder au MAITRE D'OUVRAGE une aide financière de **5 410,00 €**, soit **0,28%** d'une dépense hors taxe de **1 909 622,51 €** relative aux travaux restauration de la bibliothèque.

L'aide financière apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE est versée dans la limite de la part restant à la charge du MAITRE D'OUVRAGE en fin d'opération. Son versement est donc subordonné à la production d'un plan de financement (avec échéancier) et des accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation de l'opération.

L'aide financière apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE ne sera pas revue en cas de dépassement du budget prévisionnel de l'opération.

Le taux de l'aide financière mentionné au premier alinéa pourra être appliqué au coût réel de l'opération dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale.

#### ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIERE DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

L'aide financière globale de la Fondation du patrimoine est versée au compte du Maître d'ouvrage selon les modalités suivantes :

Un acompte de 30% est versé sur présentation de l'ordre de service de démarrage des travaux notifiée aux entreprises et de la première demande d'avance certifiée par le comptable public correspondant aux dépenses réglées par le mandataire pour le compte du MAITRE D'OUVRAGE (production d'un état détaillé des engagements comptables et des factures acquittées le cas échéant).

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :

- de l'ensemble des demandes de versement d'avances certifiées par le comptable public correspondant aux dépenses réglées par le mandataire pour le compte du MAITRE D'OUVRAGE (comprenant la production d'un état récapitulatif des factures acquittées)
- du plan de financement définitif de l'opération ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

#### ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention de financement prend effet à la date de sa signature.

Elle prend fin dès lors que les travaux soutenus par la FONDATION DU PATRIMOINE sont réalisés.

#### ARTICLE 5 : REALISATION DU PROGRAMME

Le MAITRE D'OUVRAGE devra apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution (courrier de notification des marchés de travaux ou ordre de service de démarrage des travaux) dans l'année qui suivra la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai devra faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la FONDATION DU PATRIMOINE.

À défaut de demande écrite et motivée du MAITRE D'OUVRAGE dans le mois qui suit un courrier de la FONDATION DU PATRIMOINE, ou si la FONDATION DU PATRIMOINE rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11 ci-après.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du MAITRE D'OUVRAGE et d'une approbation préalable de la FONDATION DU PATRIMOINE. Si les modifications envisagées sont validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le MAITRE D'OUVRAGE ne sont pas validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

#### ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à informer le public par les moyens les plus appropriés de l'aide apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE à la réalisation de l'opération et à apposer sur l'édifice restauré la plaque de la Fondation du patrimoine.



Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à informer chaque semestre la FONDATION DU PATRIMOINE de l'état d'avancement du projet susmentionné.

#### ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par le MAITRE D'OUVRAGE et la FONDATION DU PATRIMOINE.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. À cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord ».

#### ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION

Le non-respect des engagements consignés dans cette convention est susceptible d'entraîner la résiliation de celle-ci et la notification à la région Île-de-France d'un ordre de reversement des sommes perçues au titre de l'aide financière prévue au MAITRE D'OUVRAGE.

#### ARTICLE 9 : AUTORISATION – CESSION DES DROITS DES PHOTOGRAPHIES

Le MAITRE D'OUVRAGE cède à la FONDATION DU PATRIMOINE, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette session inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE garanti qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu, le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la FONDATION DU PATRIMOINE.

#### ARTICLE 10 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

#### ARTICLE 11 : RESPONSABILITE

La responsabilité de la FONDATION DU PATRIMOINE ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération qui fait l'objet de la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

#### ARTICLE 12 : RESILIATION

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

En cas de résiliation, la FONDATION DU PATRIMOINE se réserve le droit de verser partiellement ou en totalité, l'aide financière au MAITRE D'OUVRAGE selon les modalités de l'article 3 de la présente convention.

#### ARTICLE 13 : LITIGES ET LEURS REGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois, à compter de sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception, fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

#### ARTICLE 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le MAITRE D'OUVRAGE, bénéficiaire de l'aide financière, s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité: corruption, trafic d'influence, prise d'illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Fait en deux exemplaires originaux à Neuilly, le

Pour la FONDATION DU PATRIMOINE

Le Délégué Régional d'Île-de-France

M. Hervé LANCELOT

Pour le MAITRE D'OUVRAGE

La Présidente du CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE

Mme Valérie PECRESSE